Léo Géhin

LA TURQUIE APRÈS LE PUTSCH MANQUÉ

Reconfiguration accélérée de l'exercice du pouvoir



GRIP

LES RAPPORTS DU GRIP 2017/9

**© GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: +32 (0) 2 241 84 20
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée,
moyennant mention de la source et de l'auteur
Photo de couverture : bâtiment à Ankara arborant un drapeau géant de la République de Turquie (crédit : DoD/Navy Petty Officer 2nd Class Dominique A. Pineiro, 1er août 2016).

Prix : 6 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-109-7

Retrouver ce Rapport sur :
www.grip.org/fr/node/2453

Les Rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.i6doc.com,
l'édition universitaire en ligne.

Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation permanente
de la Fédération Wallonie-Bruxelles
www.educationpermanente.cfwb.be

Léo Géhin

LA TURQUIE APRÈS LE PUTSCH MANQUÉ:

Reconfiguration accélérée de l'exercice du pouvoir

LES RAPPORTS DU GRIP 2017/9

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 3

LA DÉSARTICULATION DU CHAMP POLITIQUE AU PROFIT D'UN RENFORCEMENT DU POUVOIR 5

A) De nouveau parti islamiste à premier parti de gouvernement : l'apprentissage du rapport de force au sein de l'État (2001-2016) 5

B) L'instauration du système présidentiel : l'aboutissement d'un processus de renforcement de l'exécutif 10

C) Un processus de dislocation des forces vives en trois actes : neutralisation, subordination, dissuasion 12

1) L'armature juridique de l'état d'urgence : le cadre fondateur du processus de neutralisation 12

2) Le poids des partis d'opposition 14

3) L'accélération de la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil 18

D) La reconfiguration des alliances électorales : la recherche d'une majorité au projet présidentiel 20

L'AFFAIBLISSEMENT DE LA PUISSANCE DE L'ARMÉE : ENTRE DÉGRADATION DES CAPACITÉS ET MULTIPLICATION DES ENGAGEMENTS 22

A) Une structure bouleversée par le coup : la paralysie des cadres 22

1) L'hémorragie des cadres du commandement et de la planification 23

2) L'état problématique des forces aériennes 24

B) La formulation d'une réponse problématique : le recours au vivier des civils 28

1) Les ajustements du système de recrutement et formation 29

2) L'infléchissement du système de promotion 30

C) Le poids d'un environnement extérieur hostile 31

1) L'échiquier irakien 32

2) L'échiquier syrien 33

3) Les ombres de la coopération technologique de défense 34

CONCLUSION 36

INTRODUCTION

Quelques jours après l'échec du coup d'État militaire du 15 juillet 2016, le président Erdogan prononçait un discours dans lequel il qualifiait le putsch de « cadeau de Dieu » devant permettre de bâtir une « nouvelle Turquie »[1]. En effet, le putsch manqué a ouvert une période de transition qui devrait accoucher d'une reconfiguration profonde de l'exercice du pouvoir en Turquie et redéfinir son rayonnement diplomatique dans la région.

Le putsch a entraîné tantôt l'accélération, tantôt l'approfondissement de réformes institutionnelles majeures modifiant à la fois le cadre et les outils du fonctionnement de l'État. D'une part, le mode de gouvernance, de l'autre, l'équilibre entre l'ensemble des acteurs du champ politique sont redéfinis afin de permettre l'établissement d'un système présidentiel si fort que le chef de l'État ne puisse être véritablement sanctionné pour son action, sauf lors des élections. Bâtie sur la nécessité de purger l'État des partisans de Fethullah Gülen, rendu principal responsable du coup d'État, ainsi que sur le passage à un système présidentiel autoritaire, la consolidation du pouvoir du chef de l'État passe également par une rhétorique populiste attisant les opinions nationalistes à travers une hostilité à l'égard de l'Occident, États-Unis et Union européenne en tête.

Étant donné l'orientation nationaliste et le mode de gouvernance populiste adoptés par le gouvernement turc, les succès de politique étrangère deviennent nécessaires à l'adhésion de la population : la grande Turquie qu'invoque Erdogan se doit de rayonner sur la scène régionale et mondiale. Un rayonnement qui passe aujourd'hui par davantage d'assertivité, voire d'agressivité dans l'arène internationale : le gouvernement allemand est qualifié de « nazi », l'administration américaine est accusée d'avoir soutenu le coup d'État, et ce alors même que la Turquie est engagée militairement sur plusieurs théâtres régionaux. Or, c'est au moment où la rhétorique agressive et les annonces de victoires sur les « ennemis » deviennent un outil essentiel à la consolidation du pouvoir, au moment où les menaces sécuritaires bien réelles empêchent tout désengagement dans la région, que l'un des principaux supports et moyens d'une politique étrangère « émancipée », l'armée, est considérablement ébranlée. Secouée par les purges post-coup, d'une part, arrachée à son indépendance historique par le projet présidentiel d'Erdogan, de l'autre. Pour le dire autrement, c'est au moment où elle devrait être l'instrument principal de la crédibilité du gouvernement que l'armée apparaît comme la plus affaiblie.

Ce Rapport s'attache donc à démontrer dans quelle mesure, et par quels mécanismes, la transformation des institutions de l'État turc permet de consolider le régime de Recep Tayyp Erdogan. Dans un premier temps, nous présenterons la désarticulation du champ politique à travers les réformes institutionnelles initiées dans le cadre de l'état d'urgence, qui organisent la primauté de la présidence sur les institutions. Dans un second temps, nous monterons comment la politique post-putsch du gouvernement a dégradé les capacités de l'armée turque, en s'interrogeant sur les conséquences de cet affaiblissement sur la crédibilité de la politique étrangère turque.

1. Georgi Gotev, « Erdogan says coup was 'gift from God' to reshape country, punish ennemies », *Euractiv*, 18 juillet 2016.

LA DÉSARTICULATION DU CHAMP POLITIQUE AU PROFIT D'UN RENFORCEMENT DU POUVOIR

Après le coup d'État manqué, le programme du gouvernement Erdogan a été dominé par deux thématiques : le changement du système politique et l'extermination des réseaux de l'imam Fethullah Gülen, rendu responsable du putsch militaire. Or, les purges qui débutent dès le lendemain du putsch dépassent largement le cadre de la lutte contre le mouvement Hizmet de Gülen, touchant au contraire l'ensemble des composantes de la société susceptibles de s'opposer aux décisions du gouvernement : partis d'opposition, administration publique, société dite civile. Ainsi, le champ politique, défini comme la somme des interactions entre l'ensemble des acteurs impliqués directement ou indirectement dans le processus d'élaboration des politiques, est désarticulé parce qu'amputé de plusieurs de ses segments. Sur cette base, le passage à un système présidentiel accentue ce déséquilibre du champ politique, non par sa nature mais par le rapport de force dans lequel il prend place.

A) L'AKP, de nouveau parti islamiste à premier parti de gouvernement : l'apprentissage du rapport de force au sein de l'État (2001-2016)

Le parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkinma Partisi*, AKP), est fondé officiellement en 2001[2]. Issu d'une scission du Parti de la vertu (*Fazilet Partisi)* d'orientation islamiste, lors du congrès du 14 mai 2000, l'AKP se présente comme la fraction « réformiste » de l'ancien Parti de la vertu[3]. L'évolution de l'AKP sur la scène politique turque, entre 2001 et 2016, met en lumière plusieurs caractéristiques qui permettent de contextualiser les évènements des deux dernières années. D'abord, la trajectoire de l'AKP est celle d'une formation politique qui devient un parti de gouvernement, puis le principal parti de gouvernement, avant d'avoir pu véritablement définir sa base électorale. Bien sûr, ses cadres proviennent d'un parti déjà existant, le Parti de la vertu, et il peut compter sur son implantation locale déjà mise en lumière par les succès municipaux de 1994. L'AKP ne doit donc pas tout reconstruire, mais en tant que scission de la maison mère, il doit définir une idéologie, formuler un programme et articuler un message qui lui permette de se constituer une base électorale propre.

2. Arda Can Kumbaracibasi : T*urkish Politics and the Rise of the AKP: Dilemmas of Institutionalization and Leadership Strategy*, Londres et New York, Routledge, 2009, p. 1.
3. *Op. cit.*, p. 195.

L'AKP remporte ainsi les élections législatives dès 2002 et, par le jeu du système parlementaire, obtient la majorité absolue au Parlement (66 % des sièges) ainsi que la désignation d'Erdogan au poste de Premier ministre[4]. Puis, il remporte les quatre élections législatives suivantes, ce qui fait de lui le seul parti de l'histoire de la Turquie multipartiste à avoir remporté cinq élections législatives consécutives, aboutissant à chaque fois à la constitution d'un gouvernement exclusivement AKP, sauf lors de l'intermède de juin à novembre 2015[5]. En effet, aux élections de juin 2015, l'AKP remporte le scrutin mais perd sa majorité absolue. Toutefois, l'incapacité des partis d'opposition à former une alternative, qui aurait d'ailleurs nécessairement exigé des compromis avec le parti islamiste, renforce le sentiment que l'AKP est incontournable pour le fonctionnement effectif de l'État turc[6]. Cette longévité des gouvernements AKP, couronnés de succès économiques[7] et de réformes accueillies favorablement par l'UE, donne un sentiment de légitimité au parti dont le maintien au pouvoir est perçue comme une garantie du bon fonctionnement de l'Etat.

C'est donc pendant l'exercice du pouvoir, et grâce à lui, que l'AKP s'est véritablement forgé son électorat. Pour s'imposer sur l'échiquier politique, le parti devait assumer une continuité idéologique avec les partis islamistes précédents, afin de pouvoir exploiter le travail de fidélisation électorale déjà effectué par ces partis depuis les années 1970. L'AKP devait toutefois aussi se démarquer de leurs expériences afin, d'une part, d'éviter la dissolution (le Parti de la vertu est dissous par la Cour constitutionnelle en juin 2001 pour activités hostiles à la laïcité), d'autre part d'attirer un électorat plus large. En effet, rassembler au-delà de sa base religieuse lui permettait de se poser comme parti du « centre »[8]. L'AKP a également pu nouer une alliance avec l'un des mouvements religieux conservateurs majeurs en Turquie, Hizmet, dirigé par Fethullah Gülen, dont l'investissement dans les sphères économiques, culturelles et éducatives du pays a fourni un relais d'influence majeur. Le programme initial de l'AKP, au moins jusque 2009, s'est distingué de celui des partis islamistes traditionnels. En effet, il a mis en œuvre une politique libérale sur le plan économique, considérant l'État comme un simple facilitateur des transactions économiques.

À ce titre, il a rompu avec les discours anti-occidentaux de ses prédécesseurs en appelant ouvertement à l'assistance d'institutions telles le FMI. L'AKP a également procédé à la réforme de l'administration de l'État et plus généralement de la répartition des pouvoirs dans l'optique clairement affichée d'intégrer l'UE. Cet agenda politique immédiatement confronté à l'épreuve de l'exercice du pouvoir semble avoir séduit une base électorale étoffée avec le temps : le nombre de votes pour l'AKP a presque doublé en neuf ans, passant de 10,8 millions en 2002, 16,3 millions en 2007 et 21,4 millions en

4. Hatem Ete, Mustafa Altunoglu et Galip Dalay, « Turkey under Single-Party Rule : From Dominant Party Politics to Dominant Party-System », Insight Turkey, vol. 17, n° 4, p. 171-192, p. 184.

5. *Idem.*

6. *Op. cit.*, p. 186.

7. Tanas Erdal Karagöl, « The Turkish Economy Under During the Justice and Development Party Decade », *Insight Turkey*, vol. 15, n° 4, 2013, p. 115-129, p. 116-118 notamment. Sur les limites des réformes économiques de l'AKP, voir Aleksandra Jarosiewicz, « Turkey's economy : a story of success with an uncertain future », *OSW Commentary*, The Centre for Eastern studies (OSW), 6 novembre 2013.

8. Pour le paragraphe suivant, sauf indication contraire, Arda Can Kumbaracibasi, *ibid.*, p. 164-166.

2011, soit de 34,3 % des votes à 49,8 %[9]. Au dernier scrutin, en novembre 2015, le parti reçoit 49,5 % des suffrages exprimées[10].

Nous pensons que le fait d'avoir été propulsé au gouvernement avant d'être véritablement implanté électoralement a davantage bénéficié que nui à l'AKP. D'une part, parce que l'exercice du pouvoir a été la mesure, puis le fondement de la légitimité du parti. Or, prenant le relais de l'ouverture libérale des années 1990, les gouvernements AKP enregistrent des succès économiques importants et participent à l'émergence d'une classe d'entrepreneurs libéraux économiquement mais attachés au conservatisme religieux[11]. D'autre part, l'absence d'implantation préalable dans l'espace politique a libéré l'action gouvernementale de l'AKP des contraintes que représentent les engagements et discours souvent radicaux formulés par les nouveaux partis en campagne.

L'une des caractéristiques de la trajectoire politique de l'AKP est le rapport de force constant dans lequel il s'est trouvé aux prises avec les institutions du pays réputées « protectrices » de la Constitution laïque, particulièrement depuis 2007 : la justice et l'armée. Pour leur faire face, l'AKP a régulièrement utilisé l'instrument de l'amendement constitutionnel pour contourner leurs décisions, dont la procédure est facilitée par la domination continue du parti à l'Assemblée depuis quinze ans. Par conséquent, la réforme constitutionnelle majeure soumise à référendum en avril 2017 s'inscrit dans ce rapport de force préexistant et vise à le tourner presque définitivement en faveur du gouvernement de l'AKP. En effet, plusieurs fois, en 2007 mais surtout 2008, ce dernier avait été menacé d'être écarté de la vie politique. Il ne s'agit pas ici d'expliquer les raisons ni la signification spécifique de chacun des épisodes de confrontation entre le gouvernement AKP et ses opposants, mais de montrer par l'évocation de certains d'entre eux le climat de tension dans lequel le premier évolue, et qui constitue justement l'un des paramètres de son mode de gouvernance.

Aux élections législatives de 2007, l'AKP remporte plus que la majorité simple mais moins que la majorité des deux-tiers au Parlement[12]. Son candidat au poste de président, qui est désigné par le Parlement, est le ministre des Affaires étrangères Abdhullah Gül. Or, celui-ci fait rapidement l'objet de réserves de l'armée et du parti d'opposition CHP sur son « engagement » à faire respecter la laïcité. Ainsi, le CHP parvient à stopper le processus de désignation du président en déposant un recours à la Cour constitutionnelle, qui bloque ce processus en déclarant que l'élection ne peut être déclenchée qu'en présence d'une majorité des deux tiers au Parlement.

Par conséquent, le gouvernement confectionne un amendement constitutionnel qui permettrait de faire élire le président directement au suffrage universel, qui bute ironiquement aussitôt sur le veto du président en poste, Ahmet Sezer. Mais la majorité AKP du Parlement casse ce veto et Sezer se voit contraint de le soumettre à référendum

9. Ali Carkoglu, « Turkey's 2011 general elections : Towards a Dominant Party System ? », *Insight Turkey*, vol. 13, n° 3, 2011, p. 48.
10. Hatem Ete, Mustafa Altunoglu et Galip Dalay, *op. cit.*, p. 184.
11. Marcel Bazin et Stéphane De Tapia, *La Turquie : géographie d›une puissance émergente*, Paris, Armand Colin, 2008, p. 103.
12. Sur les développements suivants relatifs à l'affrontement entre le gouvernement AKP d'une part, les adversaires laïcs de l'autre, sauf indication contraire, Ersin Kalaycioglu, « Kulturkampf in Turkey: The Constitutional Referendum of 12 September 2010 », South European Society and Politics, mars 2012, p. 3.

populaire. Le gouvernement convoque alors à la fois des élections anticipées en juillet et un référendum constitutionnel en octobre 2007. Les résultats sont sans appel : la population approuve l'élection au suffrage universel à 70 % des voix et l'AKP remporte à nouveau le scrutin avec 46,5 % des suffrages[13]. Toutefois, cette double victoire électorale n'empêche pas l'AKP d'affronter une menace existentielle quelques mois plus tard, en mars 2008. En effet, le procureur général de la Cour suprême (c'est à dire la cour constitutionnelle en sa qualité de juge des actions du président et de son gouvernement) demande l'interdiction de l'AKP en raison de ses activités hostiles au caractère laïc de la République. Dans son verdict, la Cour suprême ne prononce pas la dissolution, mais envoie un message très clair à la direction de l'AKP en affirmant que le parti s'est rendu coupable d'activités anti-constitutionnelles, parce que contraires à la laïcité. Dans ce contexte, l'AKP comprend que le soutien populaire ne suffit pas à assurer son existence, et le gouvernement entreprend donc de se prémunir d'actions similaires dans le futur. Ainsi, début 2010, le gouvernement présente une nouvelle série d'amendements constitutionnels qui témoignent de l'atmosphère de suspicion dans laquelle il évolue. Ceux-ci prévoient de restreindre les conditions de dissolution des partis politiques disposant de groupes parlementaires (plus de vingt sièges), de changer la composition et le mode de nomination du Conseil supérieur des juges et des procureurs (HSYK – chargé de nommer et révoquer les magistrats) et de la Cour constitutionnelle, et de lever les articles temporaires de la Constitution de 1982 qui protégeaient les leaders du coup d'État de poursuites judiciaires. Finalement, si l'amendement restreignant les possibilités de dissolution des partis politiques ne passe pas l'épreuve du vote parlementaire, les autres sont votés et approuvés par référendum.

Notons que cette issue favorable, qui représente une victoire pour le gouvernement AKP et lui fournit les moyens de contrôler davantage un des instruments clés de ses adversaires, les strates supérieures du système judiciaire, est rendue possible par la crise que connaît alors l'armée. En effet, en janvier 2010, le quotidien *Taraf* révèle l'existence d'un plan de renversement du gouvernement AKP, dit « Balyoz » qui aurait été préparé en 2003 par trois anciens généraux et approuvé par 29 autres généraux alors en poste[14]. Il s'agit du troisième scandale impliquant l'armée depuis 2007, après la mise au jour du controversé réseau Ergenekon et du « plan d'action contre la réaction », qui auraient tous visé à renverser le gouvernement de l'AKP, accusé de trahir l'idéal kémaliste et laïc de l'État turc. L'objectif concret du plan « Balyoz » aurait été d'organiser des attentats à la bombe contre des mosquées, provoquer des incidents aériens avec la Grèce et pousser aux manifestations de masse pour déstabiliser le gouvernement AKP. Le principal accusé, l'ancien chef de la première armée et général Cetin Dogan, plonge l'institution militaire dans le discrédit lorsqu'il affirme que ces plans ne correspondaient qu'à des scénarios « d'école »[15]. En réaction, la justice turque fait incarcérer 163 hauts gradés et arrêter 140 autres pour le seul mois de février 2010, portant un coup sévère aux milieux militaires kémalistes et nationalistes qui formaient le noyau dur de l'opposition au régime de l'AKP[16].

13. *Idem.*
14. Jean Marcou, « «Taraf» révèle un nouveau complot, le plan «Balyoz» », *Hypothèses*, 21 janvier 2010.
15. *Idem*.
16. Jean Marcou, « La Turquie entre l'affaire « Balyoz » et « Ergenekon » », *Hypothèses,* 21 février 2011.

Parallèlement, un second rapport de force s'est cristallisé à partir de 2012-2013 entre l'AKP et l'un des mouvements religieux jusqu'alors son allié, le mouvement Hizmet de l'imam et ancien employé de la Direction des Affaires religieuses, Fethullah Gülen. Sans vouloir faire l'historique du mouvement, il doit être souligné que ses cadres ont décidé de faire de l'implantation dans les corps de l'État un de leurs moyens d'action et d'influence, dès les années 1970, pour faire face à un État solidement enraciné dans la tradition laïque[17]. En particulier, la pénétration du système judiciaire ainsi que de la police aurait été privilégiée afin de procéder à l'évincement des leaders kémalistes de l'armée, comme ce fut le cas lors des affaires Ergenekon et Balyoz[18]. Par conséquent, l'AKP s'est appuyé sur ces réseaux à mesure que les frictions avec les institutions étatiques hostiles se précisaient. Néanmoins, à partir de 2012, des signes de tensions apparaissent entre les deux composantes du noyau dur du conservatisme religieux : un procureur d'Istanbul, que l'AKP suspecte d'être affilié au mouvement de Gülen, convoque le chef des services de renseignement (MIT) pour témoigner dans le cadre d'une enquête sur le PKK[19]. En effet, des rencontres secrètes avaient eu lieu entre le MIT et des leaders du PKK à Oslo, avec l'appui du gouvernement d'Erdogan. Or, les partisans de Gülen sont réputés tenir une ligne dure vis-à-vis du PKK, et la convocation d'Hakan Fidan a été interprétée comme une démonstration de l'opposition entre Erdogan et Gülen sur cette question. Puis, fin 2013, le gouvernement d'Erdogan annonce la fermeture des écoles préparatoires aux universités, dont le quart est dirigé par le mouvement Hizmet. Quelques semaines plus tard, un procureur d'Istanbul lance une enquête de grande ampleur pour corruption contre des dizaines de collaborateurs du régime, dont quatre ministres, leurs enfants ou encore un maire AKP. L'arrestation de dizaines de hauts gradés de l'AKP met un terme à l'alliance officieuse entre les deux composantes conservatrices et, du même coup, ouvre un nouveau rapport de force à l'intérieur de l'État dont le coup d'État manqué de 2016 pourrait, et nous n'en formulons ici que l'hypothèse, être une nouvelle manifestation.

L'évolution du fonctionnement de l'AKP entre 2002 et 2016 est donc intimement liée à celle du fonctionnement de l'État, à la tête duquel il est solidement implanté : c'est en transformant l'équilibre des pouvoirs qu'il peut assurer la pérennité de son identité propre, à la fois parti islamiste et parti de gouvernement, c'est en l'attaquant sur le plan constitutionnel et judiciaire que ses adversaires peuvent le faire tomber, étant donné la popularité dont il dispose auprès des électeurs. La réforme constitutionnelle de 2017, malgré le fait qu'elle soit elle-même catalysée par l'événement majeur du putsch manqué de juillet 2016, s'inscrit tout à fait dans la trajectoire de l'AKP depuis 2002.

17. Sarah El-Kaza, « The AKP and the Gülen: the End of An HIstoric Alliance », Middle East Brief, juillet 2015, n° 94, *Crown Center for Middle East Studies* de l'université de Brandeis.

18. Il s'agit de deux affaires impliquant des militaires ou anciens militaires de haut rang accusés d'avoir fomenté des coups d'État contre le gouvernement de l'AKP, depuis 2003.

19. Les raisons qui ont pu mener à la fracture entre le mouvement Hizmet et l'AKP restent sujettes à débat. Toutefois, plusieurs facteurs auraient pu expliquer qu'à partir de 2009, l'opposition entre les deux soit actée, selon l'universitaire Sara El-Kaza. Voir son article « The AKP and the Gülen: the End of An HIstoric Alliance », *op. cit.*, p. 5-8. D'abord, la préférence du gouvernement pour une politique économique de grands projets d'infrastructure, privilégiant les entreprises proches du pouvoir, aurait fragilisé la branche économique du mouvement Hizmet, habitué à la libre concurrence. Ensuite, l'ouverture d'un dialogue avec le PKK aurait été perçu comme inacceptable par le mouvement de Gülen. Enfin, l'écartement progressif du processus d'adhésion à l'UE entravait les espoirs gülenistes de profiter de la libre circulation des biens et des personnes pour consolider les liens entre les différentes branches du mouvement Hizmet en Europe.

B) L'instauration du système présidentiel : l'aboutissement d'un processus de renforcement de l'exécutif

Le 16 avril 2017, les électeurs turcs votent à 51,41 % en faveur du projet de réforme constitutionnelle défendu par le président Erdogan et son parti, l'AKP, soutenu par le MHP[20]. Il s'agit en fait de transformer le système parlementaire en système présidentiel. Or, si le gouvernement turc s'est efforcé de présenter la réforme comme nécessaire après le coup d'État manqué de juillet 2016, le passage au système présidentiel s'est en fait progressivement imposé depuis les années 1970[21]. En effet, dès 1969, le Parti de l'ordre national défend l'élection du président de la république au scrutin majoritaire à un tour et, en 1973, fait de cette réforme et de la fusion entre les chefs de l'État et de gouvernement les points saillants de son programme électoral. À partir de 1983, le Premier ministre Turgut Özal reprend l'idée en avançant l'argument majeur que reprendront les partisans de l'AKP : le système parlementaire créé l'instabilité car il exige de former des gouvernements de coalition, faibles car instables, et ralentit donc considérablement le rythme des réformes. Par exemple, l'incapacité du Parlement à désigner un président après 115 tours de vote en 1980 a été considérée comme l'un des facteurs ayant décidé l'armée à intervenir. En 2007, le cinquième référendum constitutionnel instaure l'élection du président de la république au suffrage universel direct pour la première fois de l'histoire du pays : Erdogan devient donc en 2014 le premier président élu selon ce mode de scrutin[22]. Par conséquent, la réforme constitutionnelle d'avril 2017, dont l'ensemble des dispositions n'entreront en vigueur qu'en novembre 2019, avec les élections présidentielles et législatives, s'inscrit donc dans une dynamique de fond des quarante dernières années, qui trouve dans le coup d'État une aubaine pour s'accélérer.

La nouvelle Constitution prévoit donc le passage à un système présidentiel[23]. Logiquement, cela bouleverse, en faveur de la présidence, le rapport de force institutionnel entre la présidence et le reste de l'exécutif, entre l'exécutif et le législatif, entre l'exécutif et le judiciaire. Au total, l'exécutif incarné dans la présidence dispose du pouvoir de nommer la haute hiérarchie du judiciaire alors même que le contrôle du Parlement sur celle-ci est réduit[24]. Sans passer en revue l'ensemble des dispositions de la Constitution – dont certaines sont déjà entrées en vigueur, tandis que d'autres attendent d'être transposées adéquatement dans l'ensemble des strates de la législation nationale – voici les plus déterminantes pour le rapport de force institutionnel. D'abord, la présidence rassemble les prérogatives du pouvoir exécutif : le poste de Premier ministre est supprimé et ses

20. *Daily Sabah*, « Official Results of Turkey's referendum announced, 'Yes' wins with 51,4 % », 27 avril 2017.
21. Pour les lignes suivantes sur le débat sur le présidentialisme, voir Duran Burhanettin, « The Transformation of Turkey's Political System and the Executive Presidency », *Insight Turkey*, été 2011, p. 14-17.
22. Fatih Dombuloglu, « Vers une monarchie présidentielle en Turquie », *IRIS : Observatoire de la Turquie et de son environnement stratégique*, 13 avril 2017, p. 1.
23. Nous évoquons plus bas les dispositions de la nouvelle Constitution qui concernent les relations civilo-militaires.
24. Le paragraphe suivant s'appuie, sauf mention contraire, sur EKIM Sinan et Kemal Kirisi, « The Turkish constitutional referendum, explained », *Brookings Institution*, 13 avril 2017.

fonctions ajoutées à celle du président, qui nomme et révoque un ou plusieurs vice-présidents, les ministres, les hauts fonctionnaires, et établit ou abolit des ministères[25]. Il dispose également de l'initiative législative puisqu'il peut promulguer des décrets ayant force de loi, ce qui est déjà le cas dans le régime d'état d'urgence, bien qu'aucun de ces décrets ne puisse contrevenir aux droits fondamentaux inscrits dans la Constitution. Aussi, il s'agit d'une limite déjà prévue dans l'actuelle Constitution s'appliquant aux décrets-lois de l'état d'urgence, mais dont l'effectivité est loin d'être assurée : malgré l'interdiction légale et constitutionnelle d'arrêter ou d'accuser un citoyen turc sur la base de ses opinions personnelles, les vagues de purges et d'arrestations ont par exemple visé des opposants politiques en raison d'opinions exprimées publiquement[26].

Ensuite, le Parlement dispose d'un pouvoir de contrôle sur l'exécutif considérablement réduit. Les ministres ne sont plus responsables devant lui, mais devant le seul président, et celui-ci ne peut être interpelé. Puisque le président dispose de l'initiative législative, il faut établir une hiérarchie des textes de loi : théoriquement, le président ne peut légiférer dans les domaines où une loi du Parlement est requise, et celui-ci peut y passer des lois qui annuleront les éventuels décrets présidentiels. Toutefois, pour qu'une telle loi soit valide dans ce cas particulier, la nouvelle constitution requiert qu'une majorité absolue soit obtenue, contre une majorité simple dans l'actuel système. Surtout, la nouvelle Constitution accroit la difficulté d'engager une procédure de destitution du président : une majorité des 3/5 est requise pour adopter la procédure de destitution, contre une majorité simple actuellement, puis le rapport de la commission parlementaire en charge de l'enquête doit être adopté aux 2/3 pour pouvoir être envoyée à la Cour constitutionnelle. Or, la nouvelle Constitution accroît justement l'assise de l'exécutif sur la nomination de cette cour. En effet, la suppression des tribunaux militaires prévue par la nouvelle Constitution permet de réduire le nombre de juges de la Cour de 17 à 15, en lui soustrayant les juges des tribunaux militaires. Ainsi, le président a le pouvoir de nommer 12 des 15 juges, soit plus des deux tiers. Parallèlement, le Haut Conseil des juges et des procureurs, chargé de nommer les nouveaux juges et procureurs et de superviser leurs promotions passe de 22 à 13 membres. Le président en nomme seulement quatre mais il nomme également les ministre et vice-ministre de la Justice, qui y siègent désormais.

Dans un rôle d'arbitrage entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, le Parlement dispose encore de peu de poids : tout juste est-il habilité à nommer les sept autres membres du Haut Conseil et les trois derniers juges de la Cour constitutionnelle. Enfin, la nouvelle Constitution prévoit que le président puisse rester affilié à un parti politique, une disposition déjà en vigueur puisque Reccep Tayyip Erdogan a été réélu président de l'AKP le 21 mai 2017[27]. Or, ce lien organique entre le président et les partis politiques lui donne également une autorité de fait sur le groupe parlementaire de sa formation politique. Par conséquent, si le parti du président dispose d'une majorité des 3/5 à l'Assemblée, soit celle qui est requise pour la procédure de nomination des membres de la Cour constitutionnelle et du Haut Conseil, il dispose dans les faits du contrôle

25. Wendy Zeldin, « Global Legal Monitor : Turkey », *The Law Library of Congress*, 9 janvier 2017.

26. Voir notamment les passages de European Commission for Democracy Through Law (Venice Commission), T*urkey : Opinion on Emergency Decree Laws N°s 667-676 Adopted Following the Failed Coup of July 2016*, op. cit.

27. *Deutsche Welle*, « Erdogan returns as ruling AKP party chief after referendum win », 21 mai 2017.

absolu sur les deux institutions clés du système judiciaire. Finalement, le seul véritable contre-pouvoir du Parlement sur la présidence concerne leur solidarité mutuelle en cas de dissolution : tous deux ont la capacité d'ordonner leur dissolution mais celle-ci déclenchera automatiquement la dissolution de l'autre et la tenue simultanée de nouvelles élections à la fois présidentielles et législatives. Ce mécanisme figurait déjà parmi les propositions du Premier ministre Özal dans les années 1980[28]. L'intérêt pour le Parlement est ici d'être également en droit de prononcer sa propre dissolution et donc de faire chuter le Président avec lui.

En résumé, la nouvelle Constitution est bâtie pour un gouvernement qui dispose d'une solide majorité au Parlement, comme actuellement celui du président Erdogan. Bien qu'un même homme politique ne puisse exercer que deux mandats présidentiels, il pourrait toutefois se présenter pour un troisième au cas où des élections anticipées seraient déclenchées au cours de son second mandat, par une autodissolution du Parlement. D'ici là, les prochaines élections législatives et présidentielles sont fixées au 3 novembre 2019, date à laquelle l'ensemble des dispositions de la nouvelle Constitution entreront en vigueur.

C) Un processus de dislocation des forces vives en trois actes : neutralisation, subordination, dissuasion

Le coup d'État militaire a soulevé des interrogations légitimes du pouvoir turc quant à la sécurité et l'intégrité physique de l'État : le bilan fait état d'au moins 240 tués, et l'Assemblée nationale – le moteur de la démocratie turque – a été endommagée par des bombardements aériens. Toutefois, la réaction du gouvernement prend la forme d'une répression touchant l'ensemble des forces vives du pays, tirant paradoxalement parti du rejet unanime qu'avait exprimé la classe politique turque face au coup d'État. Ce processus se décline en trois modalités qui prennent leur source dans la proclamation de l'état d'urgence : l'orchestration de purges massives, la subordination du militaire au pouvoir civil, et le contrôle des partis d'opposition par le biais du thème de la lutte anti-terroriste. Sans porter de jugement sur les révocations ou condamnations décidées, ni sur la proclamation de l'état d'urgence, il s'agit ici d'en montrer les effets sur le rapport de force entre le régime et les autres acteurs du champ politique.

1) L'armature juridique de l'état d'urgence : le cadre fondateur du processus de neutralisation

L'état d'urgence est proclamé par le président Erdogan le 20 juillet 2016 après que le Parlement l'a voté pour une période de trois mois, puis sans cesse prorogé depuis[29]. Il s'agit d'une disposition prévue par la Constitution, en vertu de laquelle le conseil des ministres, dirigé par le Président, peut émettre des décrets ayant force de loi et n'étant

28. Duran Burhanettin, « The Transformation of Turkey's Political System… », *op. cit.*, p. 15.

29. Ben Hubbard et Ceylan Yeginsu, « Turkey Declares 3-Month State of Emergency », *The New York Times*, 20 juillet 2016.

pas soumis au contrôle de la cour constitutionnelle. En revanche, les décrets-lois doivent être examinés et approuvés par l'Assemblée nationale, ce qui, jusqu'à présent, n'a pas été source de problème étant donné les 316 sièges détenus actuellement par l'AKP sur les 543 que compte le Parlement[30]. Partant, le gouvernement turc promulgue des décrets intéressant l'administration de la justice et la sécurité interne : l'un des décrets-lois étend les pouvoirs de la police qui peut maintenir des suspects en détention préventive jusque trente jours, toute une série d'autres révoquent définitivement des fonctionnaires sans besoin de condamnation judiciaire, et ordonnent l'interdiction d'activité, la dissolution voire la confiscation des avoirs d'organismes non gouvernementaux tels les médias, ONG et fondations. Ces décrets-lois organisent la neutralisation d'individus, entités ou institutions perçues comme des éléments subversifs, c'est-à-dire susceptible de remettre en question la direction prise par le régime. Ceux-ci sont littéralement empêchés d'agir, soit physiquement (arrestations), soit juridiquement (révocation et dissolution), soit les deux.

Un aperçu de l'ampleur des purges est donné par le ministre de la Justice, Bekir Bozdag, début juillet 2017 : depuis le 15 juillet 2016, 50 504 personnes auraient été condamnées à la prison pour leur implication dans le coup, et 168 801 autres font l'objet d'enquêtes judiciaires pour la même raison[31]. De plus, 57 000 personnes auraient été libérées sous contrôle judiciaire. Si ces chiffres sont exacts, le rythme de traitement des affaires est très rapide alors même que 4 400 juges et procureurs ont été révoqués, ce qui pose la question de la qualité des procès : seuls 615 suspects seraient actuellement en détention, en attente d'une décision judiciaire. Concernant les révocations, qui sont définitives, le collectif de journalistes et de militants des droits de l'homme *Turkey Purge* estime leur nombre à 44 385 dans le ministère de l'Éducation, 24 080 dans la police, 10 798 dans l'armée (hors cadets), 10 305 dans le ministère de l'Intérieur, 5 579 dans le ministère de la Justice et 6 687 dans le ministère de la Santé[32]. Le squelette de l'État, l'administration, est donc largement touchée par les purges ayant pour objet officiel la poursuite des responsables présumés du coup d'État. Mais l'ensemble des corps intermédiaires entre le régime et les citoyens sont également ciblés : 195 organes de presse et 15 universités ont été fermés, de même que 1 284 institutions scolaires, 1 125 associations et 19 syndicats. Le domaine de l'Éducation est particulièrement déstructuré, puisque à côté des 44 000 employés du ministère de l'Éducation révoqués, on trouve également plus de 8 500 universitaires licenciés[33].

Plusieurs cas emblématiques d'interpellation, comme celle de la directrice d'*Amnesty International Turquie* début juillet 2017 – suspectée d'affiliation au mouvement de Gülen – soulignent que la lutte contre les menaces à l'intégrité du pays affecte grandement les corps de métiers capables d'intervenir dans le processus d'élaboration

30. Le nombre de sièges actuellement pourvus est légèrement inférieur à celui prévu par la Constitution ; 550, en raison notamment de la destitution de quatre députés du HDP entre février et juillet 2017. Des irrégularités ont été observées dans le processus d'examen des décrets par les parlementaires, et notamment des délais trop longs entre leur promulgation et leur examen à l'Assemblée. Voir European Commission for Democracy Through Law (Venice Commission), *Turkey: Opinion on Emergency Decree Laws N° 667-676 Adopted Following the Failed Coup of July 2016*, opinion n° 865, 12 décembre 2016, p. 13 notamment.

31. *Turkish Minute*, « Justice Minister Bozdag says 50,504 arrested since coup attempt », 7 juillet 2017.

32. Pour une comptabilité exhaustive, voir la page consacrée du site Turkey Purge, « Purge in Numbers », consultée la dernière fois le 24 août 2017.

33. *Idem.*

des politiques, et de le critiquer : universitaires, journalistes, ONG, médias[34]. Il semble que la restriction de l'échange avec le monde extérieur, particulièrement les pays européens, soit également un axe du processus d'épuration. D'abord, l'annulation ou la saisie des passeports est une mesure régulièrement décidée : au 30 juillet 2016 déjà, 50 000 passeports avaient été révoqués. Ensuite, le nombre de militaires et diplomates en poste à l'étranger purgés est considérable : selon la *BBC,* 750 des 900 militaires en poste à l'étranger auraient été rappelés et démis de leur fonction[35]. Enfin, les relations diplomatiques entre la Turquie et plusieurs pays de l'UE se sont détériorées à la suite coup d'État de telle sorte que le discours est non seulement hostile, mais aussi, le cadre concret des relations est affecté : par exemple, le gouvernement turc a suspendu les réunions de haut niveau avec son homologue néerlandais après que celui-ci a refusé au Premier ministre Cavusoglu de se rendre à un meeting à Rotterdam[36].

Au surplus, le blocage de l'accès au contenu de *Wikipedia* en Turquie, ordonné par le ministère des Transports, des Affaires maritimes et de la Communication, au prétexte d'une campagne de « diffamation » que mènerait l'encyclopédie contre la Turquie à propos de ses liens avec des groupes terroristes, écarte encore un outil de contradiction possible au discours officiel du gouvernement[37]. D'ailleurs, le premier des outils de contradiction au gouvernement, que sont les groupes d'opposition représentés à la Grande Assemblée nationale, sont pris en étau entre la participation à l'unité politique post-coup et le maintien d'une posture critique envers la principale cible du putsch.

2) Le poids des partis d'opposition

L'ensemble des quatre partis présents à l'Assemblée nationale turque ont rejeté le coup d'État du 15 juillet 2016, notamment par la signature d'une déclaration commune lue à l'Assemblée le lendemain de l'événement[38]. Parmi ces quatre partis, deux tiennent cependant des postures opposées au gouvernement : le Parti républicain du peuple (dont l'acronyme en turc est CHP), et le Parti démocratique des peuples (HDP), principal parti kurde du pays, qui a franchi le seuil des 10 % des voix exprimées nécessaires à l'entrée au Parlement lors des élections de novembre 2015. Le troisième parti d'opposition, et le dernier en termes de siège, est le Parti d'action nationaliste (MHP), qui n'a pas conclu d'alliance avec l'AKP mais s'est aligné sur ses positions en plusieurs endroits, notamment sur la grande réforme constitutionnelle. Le CHP est le premier parti d'opposition avec 131 sièges, suivi du HDP avec 54 sièges, et le MHP avec 36 sièges[39]. Nous aborderons plus loin la relation de ce dernier avec le gouvernement, étant donné son éloignement croissant du statut de parti d'opposition.

34. *The Guardian*, « Amnesty says Turkey director and activists detained in Istanbul », 6 juillet 2017.
35. Maria Psara, « Purged : The Officers who cannot go home to Turkey », *BBC News*, 6 juillet 2017.
36. Elizabeth Roberts, « Turkey suspends high-level diplomatic relations with Dutch », *CNN*, 14 mars 2017.
37. Wendy Zeldin, « Turkey : Government Blocks Wikipedia », *The Law Library of Congress*, 3 mai 2017.
38. « Turkey's Political parties in solidarity after coup attempt », *Hurriyet Daily News*, 16 juillet 2016.
39. Voir la composition donnée par le site de la Grande Assemblée Nationale. Notons que le HDP avait fait élire 59 députés lors des élections de novembre 2015, mais cinq d'entre eux ont été destitués depuis. « Turkey's AKP makes strong comeback, wins enough seats for single-party rule », *Hurriyet Daily News*, 1er novembre 2015 ; « HDP Lawmaker loses seat over terror charges » Hurriyet Daily News, 3 octobre 2017.

Les deux autres se trouvent dans une situation fragile qui, en plus de leur faiblesse numérique, entrave leur capacité à incarner une opposition crédible.

a) Le CHP : premier parti d'opposition contrarié

Le président et député du CHP, Kemal Kilicdaroglu, a tenu son premier discours post-coup à l'Assemblée en marquant ses différences avec le gouvernement issu de l'AKP : « Ce fut (le coup d'État) une attaque ouverte contre notre république et notre histoire collective. Néanmoins, certains articles dans notre Constitution ne peuvent être changés. Défendre la démocratie, l'État de droit, la laïcité devrait être un devoir pour nous tous ». À cela, il ajoute que le système parlementaire a permis de faire avorter le coup. Autrement dit, Kilicdaroglu s'oppose catégoriquement à la réforme constitutionnelle menant au système présidentiel, et anticipe les dérives vers lesquelles peuvent conduire l'état d'urgence.

Son parti poursuit en faisant campagne en faveur du « non » au référendum, puis dépose un recours devant la Cour constitutionnelle pour irrégularités lors du déroulement du vote, sans succès. Par la suite, son chef se lance dans une « Marche pour la Justice » médiatique qui tend à dénoncer l'emprisonnement d'un des députés du parti, Enis Berberoglu, condamné à 25 ans de prison en juin 2017 pour avoir diffusé des informations sur une livraison d'armes des services secrets à des rebelles syriens, en 2014[40]. Dans une allocution télévisée du 23 août 2017, Kilicdaroglu déclare même que le président Erdogan a « envahi » les institutions étatiques en profitant du coup d'État du 15 juillet, et critique les décrets-lois promulgués en vertu de l'état d'urgence[41].

Néanmoins, le CHP a deux épées de Damoclès suspendues au-dessus de sa tête, qui le contraignent à modérer ses critiques. La première concerne la présence du parti à l'Assemblée : en effet, 51 députés du CHP font l'objet de poursuites judiciaires. Or, depuis le 20 mai 2016, l'immunité des parlementaires sous le coup de poursuites judiciaires a été levée. Par conséquent, il est désormais du ressort des procureurs du ministère de la Justice, à qui ont été envoyés les dossiers des individus ciblés, de décider ou non d'ouvrir une enquête. Alors que des élections législatives mais surtout présidentielles cruciales se profilent en novembre 2019, l'ouverture simultanée de dizaines d'enquêtes judiciaires affecterait la légitimité des candidats CHP tout en privant le parti d'un temps et de relais précieux dans l'exécution de la campagne. D'éventuelles accusations reposant sur des charges aussi sérieuses que l'affiliation à une organisation terroriste, comme c'est le cas pour le député d'Istanbul Sezgin Tanrikulu[42], sont non seulement assurées de mener à des peines de prison, mais peuvent aussi pousser les députés visés à fuir le pays, rendant alors aisée leur destitution par la majorité parlementaire AKP au prétexte « d'absentéisme »[43]. La seconde tient davantage à la pression exercée par les conséquences du coup d'État du 15 juillet. En effet, le CHP ne peut en même

40. « Turkish opposition politican jailed for 25 years on spying charges », *The Guardian*, 14 juin 2017.
41. « Kilicdaroglu says Erdogan has occupied all state institutions », *Turkish Minute*, 24 août 2017.
42. « Prominent main opposition MP faces terrorism charges », *Hurriyet Daily News*, 31 mai 2017.
43. Tugba Hezer Öztürk, une députée du parti HDP, a perdu son siège de cette façon mi-juin 2017. « HDP MP Loses seat in parliament due to absence », *Hurriyet Daily News*, 14 juin 2017.

temps garantir son rejet du coup d'État et s'opposer frontalement à sa principale victime, le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, dont la légitimité a été renforcée du fait de son identification avec l'État turc assiégé. À l'inverse, le capital patriotique du CHP accuse une longueur de retard depuis le putsch, étant donné les liens de ce parti ou l'influence de son idéologie parmi les militaires de tradition kémaliste, notamment ceux ayant procédé au coup d'État de 1960[44].

Concrètement, le parti républicain du peuple doit rattraper son déficit de légitimité en soutenant au moins certaines mesures de « sécurité nationale ». Par exemple, Kilicdaroglu a toujours appelé à l'extradition de Gülen vers la Turquie. Mais il semble que le ton des déclarations se soit durci en peu de temps. Fin septembre 2016, le président du CHP assurait qu'il respecterait le choix des autorités américaines de l'extrader ou non. Mi-octobre 2016, il s'adressait directement à Gülen en l'enjoignant à revenir de son plein gré en Turquie, ajoutant qu'un refus de sa part équivaudrait à prouver sa culpabilité. Lors du vote pour la proclamation de l'état d'urgence, le CHP a finalement autorisé un vote libre de la part de ses députés, tandis que l'autre parti d'opposition, le HDP, a voté contre[45].

Confronté à des accusations répétées de collusion avec le mouvement Hizmet de la part de l'AKP et du MHP, le leader du CHP s'est toujours défendu en retournant ces accusations, comme pour rappeler systématiquement à l'opinion qu'il considérait bien Gülen comme un ennemi[46]. Lors du vote concernant la levée de l'immunité parlementaire, sous forme d'amendement constitutionnel qui devait rassembler une majorité des deux tiers pour éviter d'être soumis à référendum, le CHP a tenu une position ambiguë. En effet, il a annoncé soutenir le projet de loi, qui a bénéficié des voix de vingt de ses députés, le reste s'y étant opposé[47]. Grâce aux votes favorables du CHP, l'amendement a été approuvé à la majorité des deux tiers et s'est donc épargné un référendum populaire. En affichant son soutien à la levée de l'immunité parlementaire, principalement de députés HDP favorables à la cause kurde, le groupe parlementaire CHP trahit en filigranes sa crainte d'être associé à un parti lui-même perçu comme un allié du PKK. De plus, si l'amendement n'avait pas reçu la majorité des deux tiers en raison de l'opposition du CHP, déclenchant ainsi le processus du référendum populaire, celui-ci aurait dû ensuite jeter toutes ses forces dans dû une campagne éreintante pour convaincre la population de voter « contre » la levée de l'immunité, quitte à être perçu comme un allié du HDP[48]. En ce sens, la répression du gouvernement liée au coup d'État est dissuasive pour le CHP parce qu'il ne peut s'y opposer sans risquer d'y perdre une partie de sa légitimité, sans compromettre son capital patriotique qu'il cherche à établir après un coup d'État.

44. Sinan Ciddi, *Kemalism in Turkish Politics: The Republican People's Party, Secularism and Nationalism*, Londres, Routledge, 2009, p. 49-50.
45. Alasdair Sanford, « Turkey's parliament votes 3-to-1 to back Erdogan's state of emergency », *Euronews*, 21 juillet 2016.
46. Deniz Zeyrek, « Accusing CHP of allying with FETÖ a comedy : leader », *Hurriyet Daily News*, 26 octobre 2016.
47. Kadri Gürsel, « Ouster of Kurdish Mps threatens to fuel separatism in Turkey », *Al Monitor*, 23 mai 2016.
48. *Idem*.

b) Le rapport de force avec le HDP

Le HDP, dirigé par deux co-présidents, Selahattin Demirtas et Fiden Yüksedag, a obtenu 10,59 % des voix aux élections de novembre 2015, soit davantage que le seuil requis pour entrer au Parlement[49]. Par conséquent, il emporte 59 sièges. Adversaire déclaré de la réforme constitutionnelle conçue par l'AKP, dont il a boycotté une phase du processus d'adoption à l'Assemblée, le HDP a profité de ses succès électoraux aux deux dernières législatives de juin puis novembre 2015 pour tenter d'incarner une opposition crédible au gouvernement mais aussi légitime, c'est à dire dégagée de son affiliation systématique avec le PKK. En août 2015, l'un de ses présidents, Selahattin Demirtas, appelle le gouvernement mais également le PKK, explicitement, à déposer les armes afin de rétablir le processus de négociation, mais essuie un refus de ce dernier[50].

Alors qu'il s'affichait comme l'un des leaders du « non » au référendum, le parti HDP est frappé en 2016 et 2017 par une offensive judiciaire et policière contre ses membres qui déstructure complètement l'ossature du parti, et l'empêche de faire campagne. Comme nous l'avons évoqué plus haut, entre 50 et 55 des 59 députés initialement élus sous l'étiquette HDP seraient visés par des enquêtes judiciaires, essentiellement pour des prises de position sur la cause kurde assimilées à des actes « terrorisme »[51]. Le seuil de 28 sièges vacants entraînant automatiquement la tenue de nouvelles élections législatives, la levée de l'immunité parlementaire constitue une véritable menace à la présence durable du HDP dans le paysage politique turc. L'éventualité de devoir concourir lors d'un nouveau scrutin paraît inquiétante parce que les cadres du parti sur lesquels reposeraient l'organisation de la campagne ont été brisés. Pour ne citer qu'eux, ses deux co-présidents, ainsi qu'au moins dix autres députés, ont été placés en détention provisoire en novembre 2016. Les deux leaders, Demirtas et Yüksedag, ont ensuite été condamnés respectivement à 142 et 83 ans de prison pour leurs liens avec le PKK, quelques mois avant le référendum d'avril 2017[52].

Son ancrage territorial a également été balayé dans le même laps de temps : les maires de 82 municipalités affiliés au Parti démocratique des Régions, la branche régionale du HDP qui en contrôlait alors 103, ont été destitués en vertu d'un décret-loi de septembre 2016 qui autorise ce procédé au cas où un édile est suspecté de « terrorisme »[53]. Ces brefs exemples ne concernent que les membres du HDP ayant une fonction élective, mais l'arrestation ou la détention de simples membres et sympathisants est également pratiquée et réduit sensiblement les capacités du parti à faire campagne, sensibiliser, convaincre et communiquer[54]. Or, l'implantation locale demeure primordiale car la loi électorale turque exige des partis qui souhaitent se présenter aux élections qu'ils démontrent l'existence de branches très rigoureusement organisées dans la moitié des provinces.

49. « Pro-Kurdish HDP loses close to 21 million votes and 21 seats in Turkey », *Daily Sabah*, 2 novembre 2015.
50. « Turkey's Kurdish leader Demirtas calls for ceasefire with PKK », *Deutsche Welle*, 9 août 2015.
51. GURSEL Kadri, « Ouster of Kurdish Mps threatens..., *Op. cit.*
52. « Kurdish HDP Co-Chairs Sentenced to 225 years collectively », *Telesur TV*, 18 janvier 2017.
53. Human Rights Watch, « Turkey : Crackdown on Kurdish Opposition », 20 mars 2017.
54. Voir Aaron Stein, « Turkey's Counterterrorism Policies : Targeting ISIS and the PKK », *The Atlantic Council*, 27 août 2015.

La stratégie du gouvernement turc vis-à-vis du HDP reste donc pour le moment destinée à l'écarter le plus loin possible du pouvoir politique, physiquement et symboliquement : une semaine après le coup d'État du 15 juillet, à l'inverse du CHP et du MHP, le HDP n'était pas convié par le président Erdogan à une rencontre destinée à afficher l'unité du pays[55]. Cette unité ne peut, par ailleurs, s'incarner que dans un État où le pouvoir militaire est subordonné au pouvoir civil.

3) L'accélération de la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil

Grâce à l'outil des décrets-lois, le gouvernement turc accélère de façon exponentielle un processus déjà esquissé dix ans plus tôt par le gouvernement dominé par l'AKP : l'instauration du contrôle civil sur l'institution militaire. Dans les années 2000, ce contrôle avait pris la forme d'une série de procès contre des militaires accusés d'avoir comploté contre l'État[56]. À la suite du coup d'État du 15 juillet 2016, l'armée a évidemment été particulièrement touchée par les arrestations et les révocations : en comptant les cadets, elle est la deuxième institution de l'État la plus touchée après le ministère de l'Éducation[57]. Mais l'instauration d'un contrôle institutionnel sur l'armée a semblé nécessaire en raison de la pénétration des putschistes dans plusieurs branches clés de l'armée, comme les forces spéciales de la Marine, l'armée de l'Air et l'entourage direct du chef d'état-major. Ce contrôle semble revêtir deux aspects qui doivent influencer le rapport de force avec la présidence : la subordination de la haute hiérarchie, la confiscation du système d'éducation et de promotion de l'armée, que les partisans de Gülen avaient réussi à infiltrer, et l'amputation de l'armée de certaines composantes censées devenir des contre-pouvoirs potentiels.

Dans l'immédiat, le décret-loi n° 681 retire à l'état-major la compétence de nommer les officiers à partir du rang de lieutenant, et la transfère au gouvernement : le ministre de la Défense propose, le Premier ministre valide, et le Président approuve[58]. Le même décret prévoit également que le Président et le Premier ministre puissent donner directement des ordres aux commandants des armées de Terre, de l'Air et de la Marine, sans passer par le chef d'état-major[59].

55. Alex Mac Donald, « Erdogan excludes pro-Kurd party from first meeting with opposition after coup », *Middle East Eye*, 25 juillet 2016.
56. Tim Arango, « Turkish Leader Disowns Trials That Helped Him Tame Military », *The New York Times*, 26 février 2014.
57. Voir les chiffres de *Turkey Purge*.
58. Metin Gurcan, « Never Again! But How? State and the Military in Turkey After July 15th », *Istanbul Policy Center*, avril 2017, p. 11 et Wendy Zeldin, « Turkey: Three New Decree-Laws Issued Under State of Emergency », *The Law Library of Congress*, 11 janvier 2017.
59. Wendy Zeldin, « Turkey: Three New Decree-Laws… », op. cit et Metin Gurcan, « How Turkey is reforming its military », *Al Monitor, op. cit.*

Or, la réforme constitutionnelle approuvée en avril 2017 prévoyant la suppression du poste de Premier ministre, le Président concentrera, lorsque l'ensemble des amendements constitutionnels seront entrés en vigueur en novembre 2019, les pouvoirs de commandement direct des trois armes[60].

L'assise du pouvoir civil sur le militaire sera consolidée dans le domaine de la justice, puisque la nouvelle Constitution abolit les cours militaires (sauf en ce qui concerne l'édiction de mesures disciplinaires à l'encontre des militaires), ayant notamment pour effet de mettre fin à la présence des juges militaires au sein de la Cour constitutionnelle[61]. Hormis la chaîne de commandement proprement dite, le décret-loi n° 681 a également fait fermer les lycées, écoles et académies militaires pour les remplacer par une université de Défense nationale sous l'autorité du ministère de la Défense, délivrant un cursus de niveau *bachelor* et *master* aux officiers[62]. Enfin, le décret du 31 juillet 2016 place le système hospitalier de l'armée sous le contrôle du ministère de la Santé, soit 34 établissements, et ouvre la voie au remplacement des médecins militaires par des médecins civils employés sous contrat avec l'armée[63]. Or, les tests médicaux jouent un rôle important dans le processus d'éducation et de promotion de l'armée, car ils peuvent être invoqués pour refuser à un élève ou un officier de poursuivre sa carrière. Rattacher le système médical militaire au ministère de la Santé peut être alors compris comme un moyen de priver les officiers gülenistes d'un outil de noyautage de l'institution militaire.

En effet, les partisans de Gülen ont pu, par le passé, manipuler les tests médicaux dans les écoles et universités militaires afin de présenter aux élèves ou jeunes officiers l'alternative suivante : rejoindre leur mouvement ou bien être révoqués en raison de résultats insuffisants à ces examens[64]. Enfin, la réforme constitutionnelle détachera la gendarmerie de l'armée en la plaçant sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, renforçant de fait les attributions de ce dernier en matière de sécurité intérieure tout en disposant d'un contrepoids à l'armée régulière[65].

60. *Idem*. L'étape ultime de cette réforme des relations civilo-militaires consisterait à rattacher directement le chef d'état-major de l'armée à la présidence, de sorte qu'il perdrait tout pouvoir de commandement et serait cantonné à un rôle de coordination. Or, cette réforme a été évoquée par le président Erdogan mais n'a pas été incluse dans le projet de nouvelle Constitution. Ce choix aurait été motivé par le caractère délicat d'une telle réforme et la possibilité qu'elle précipite à elle seule une issue négative au référendum. Néanmoins, à la suite du coup d'État, le gouvernement semble avoir négocié un modus operandi avec le chef d'état-major actuel, Hulusi Akar, afin d'obtenir son soutien dans la mise en place ultérieure de cette mesure. En effet, Akar, a été vertement critiqué pour ne pas avoir ordonné le cantonnement des troupes dans leur camp jusque nouvel ordre le jour du putsch, malgré la réception d'informations émanant des services secrets turcs selon lesquelles des mouvements de troupes inhabituels se produisaient. Ainsi, le président Erdogan aurait offert son soutien à Akar contre toute poursuite judiciaire ou destitution en l'échange de son ralliement aux projets de réforme civilo-militaire. Certains observateurs ont vu l'expression de cette alliance de circonstance dans la démission du ministre de la Défense turc en juillet 2017, Fikri Isik, à qui s'opposait l'état-major turc sur la question de la chaîne de commandement et de l'enseignement militaire.
61. Wendy Zeldin, « Global Legal Monitor: Turkey », *The Law Library of Congress*, 9 janvier 2017.
62. « Turkey Dismisses 1400 troops as post-coup crackdown continues », *Middle East Eye*, 31 juillet 2016 et Metin Gurcan, « Never Again!... », *op. cit.*, p. 11.
63. Metin Gurcan, « Turkish military faces new front as Health Ministry usurps medical system », *Monitor*, 5 octobre 2016.
64. Pinar Tremblay, « Gulen Movement's Youngest Victimes Speak Out in Turkey », *Al Monitor*, 3 août 2016.
65. Wendy Zeldin, « Global Legal Monitor... », *op. cit.*

D) La reconfiguration des alliances électorales : la recherche d'une majorité au projet présidentiel

La signification de la double élection de novembre 2019 nécessite donc pour le Président de la Turquie et de l'AKP d'obtenir une solide majorité, d'autant plus que la victoire au référendum s'est réalisée par la plus petite des marges. Celle-ci a notamment été rendue possible par la mobilisation de deux segments de l'électorat kurde qui pourraient être à nouveau sollicités lors des élections de 2019 : les électeurs du MHP et une frange de la classe politique kurde.

Le Parti d'action nationaliste a eu l'opportunité d'entrer dans un gouvernement de coalition avec l'AKP après les élections de juin 2015, où le parti d'Erdogan avait perdu la majorité absolue[66]. Or, son président, Bahceli décide de refuser la coalition, tout comme il décline une éventuelle alliance avec le HDP et le CHP. Bahceli conclut que le MHP restera dans l'opposition. Selon les observateurs, cette posture d'isolement a frustré une partie de l'électorat du MHP. Lorsque le gouvernement de l'AKP amorce la reprise des hostilités avec le PKK en juillet 2015, il fait écho aux sentiments ultranationalistes de la base du MHP et devient une alternative. En novembre 2015, selon Aaron Stein, le MHP perd ainsi des voix dans la quasi-totalité des circonscriptions électorales principalement au profit de l'AKP. L'opération Bouclier de l'Euphrate contre les combattants kurdes YPG en Syrie a certainement conforté ces électeurs du MHP dans leur conviction d'avoir trouvé dans le gouvernement un rempart contre toute concession à la guérilla.

La rhétorique agressive maintenue par Erdogan depuis plus de deux ans à l'égard des kurdes syriens, promettant davantage d'interventions militaires, maintient cette crédibilité à flots. Par ailleurs, il s'avère que le passage au système présidentiel promu par la réforme constitutionnelle a compté, parmi ses premiers défenseurs, les politiques du MHP, comme son fondateur, Alparslan Turkes. Ainsi, même si Bahceli s'était initialement opposé au projet, Turkes a pu trouver un écho parmi certains électeurs. Pour tenter d'endiguer l'érosion de sa base électorale tout en se ménageant une possibilité de figurer dans un futur gouvernement, la direction du MHP a donc décidé pour le moment de s'aligner sur le gouvernement de l'AKP. Finalement, Bahceli a appelé à voter en faveur de la réforme constitutionnelle. D'un autre côté, le gouvernement doit aussi tenir compte du MHP, même s'il est pour l'instant le dernier parti de l'Assemblée, étant donné les scores serrés du référendum et un possible regain de popularité du parti ultranationaliste. Par exemple, celui-ci pourrait tenter d'exploiter les éventuelles inquiétudes ou frustrations des régions du sud-est vis-à-vis des réfugiés syriens.

66. Pour le paragraphe suivant, voir Aaron Stein, « The Collapse of Turkey's Nationalist Movement Party », *The Atlantic Council*, 9 novembre 2015.

Plus étonnant, les observateurs ont constaté qu'une frange de la classe politique kurde s'est rangée derrière l'AKP aux élections de novembre 2015 et du référendum d'avril 2017. Il s'agirait ici d'un électorat, notamment les partis islamistes kurdes, qui ne se reconnaît pas dans le HDP. Ceux-ci peuvent avoir été sensibles à la fois à l'inspiration religieuse de l'AKP et à l'argument selon lequel le système parlementaire a été incapable de résoudre la question kurde. D'autres segments de la population kurde ont pu voter pour l'AKP par réaction contre le PKK, notamment après que celui-ci a déclenché une guérilla urbaine qui a conduit à la destruction de pans entiers de villes du sud-est, ainsi qu'à des déplacements de population.

En conclusion à cette première partie, la logique des transformations politiques entamées à la suite du coup d'État consiste à maintenir les partis d'opposition dans le spectre constant de la semi-disparition afin de les dissuader de prendre des initiatives trop ouvertement hostiles au gouvernement, risque que ne peuvent prendre ces partis et en particulier le CHP s'ils veulent espérer faire campagne aux élections générales de 2019. Le support de ces transformations politiques n'est pas tant la réforme constitutionnelle mais plutôt l'état d'urgence que cette réforme ne fera qu'entériner en plusieurs points. La réforme aura en fin de compte permis de drainer des électeurs d'autres tendances afin de les fédérer autour d'un projet politique nouveau, mais déjà bien diffusé dans les milieux politiques.

L'AFFAIBLISSEMENT DE LA PUISSANCE DE L'ARMÉE : ENTRE DÉGRADATION DES CAPACITÉS ET MULTIPLICATION DES ENGAGEMENTS

L'institution militaire en Turquie est indissociable du mode de gouvernance. En effet, elle a mené par le passé plusieurs coups d'État censés « régler » les blocages de l'action des gouvernements élus. Ici, nous ne traiterons cependant de cet aspect civilo-militaire que dans la mesure où il affecte les capacités de l'armée en tant qu'outil de la politique étrangère. L'armée est ici entendue comme outil, instrument, c'est à dire « *(...) le résultat d'une fabrication continue* : sélection et groupement de nombreux hommes, dotés d'armes, éduqués de façon à les utiliser au mieux » afin de remplir des missions qu'on lui assigne[67]. Or, les effectifs, acquisition d'armements et système d'éducation militaire ont tous été affectés par le putsch, alors même que l'armée s'est trouvée sollicitée sur tous les fronts depuis. Tout d'abord avec le lancement en août 2016 de l'opération Bouclier de l'Euphrate en Syrie, aboutissant à la reprise des territoires frontaliers à l'État islamique et à la séparation des territoires kurdes syriens. Ensuite avec le déploiement supplémentaire en Irak afin de présenter une option crédible aux États-Unis pour la prise de Raqqa, la poursuite des opérations contre le PKK dans le sud-est du pays, et enfin l'annonce de nouvelles interventions en Syrie à la suite du succès du Bouclier de l'Euphrate afin « *d'enfoncer davantage le poignard planté au cœur du projet d'entité terroriste* » en Syrie[68].

A) Une structure bouleversée par le coup : la paralysie des cadres

La première conséquence du putsch sur l'armée turque est numérique. D'une part, le gouvernement décide de lui retirer le commandement de la gendarmerie et des garde-côtes pour les placer sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, dans l'optique de limiter sa puissance[69]. D'emblée, les effectifs de l'armée d'active passent de 510 000 hommes à moins de 400 000[70].

67. Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Diplomatie et Outil militaire 1871-1991*, Paris, éditions du Seuil, 1992, p. 5.
68. Rudaw, « Turkey to 'extend the dagger' in northern Syria », 5 août 2017.
69. *Decree with Force of Law N°668*, 27 juillet 2016.
70. Pour les effectifs antérieurs au coup d'État, voir le *Military Balance 2016*.

De ces 400 000 hommes, il est préférable d'en retrancher encore 50 000, occupés à des fonctions civiles de l'institution, afin d'avoir une meilleure vue des forces véritablement « armées » restantes[71]. D'autre part, le gouvernement publie plusieurs décrets de révocations des éléments considérés comme putschistes, liés à Gülen ou trop timorés durant le coup d'État : entre juillet 2016 et juillet 2017, entre 6 600 et 10 800 militaires auraient été révoqués[72]. En apparence, les effectifs totaux de l'armée n'ont pas subi de bouleversement majeur lié aux purges : 348 000 militaires (excluant le personnel attelé aux fonctions civiles de l'armée) servaient toujours dans les rangs de l'armée en février 2017[73], après les quatre grandes purges de fin-juillet à début septembre 2016, contre environ 350 000 avant le coup d'État (en excluant les gendarmes et garde-côtes).

Nous exposerons les raisons possibles du maintien de ce relatif équilibre dans la partie suivante, mais il faut garder à l'esprit qu'en termes quantitatifs, l'impact principal du putsch sur les forces armées est causé par le détachement de la gendarmerie et des garde-côtes, non par les purges. En revanche, les purges sont dommageables pour la qualité des troupes, car elles ciblent majoritairement les officiers et sous-officiers, c'est-à-dire des militaires de carrière : environ 6 200 sous-officiers et officiers des trois armes ainsi que de l'état-major général ont été révoqués[74]. Or, il faut rappeler que les militaires de carrière sont les seuls à être mobilisés lors des missions de combat, les 54 % de conscrits qui composent encore l'armée étant cantonnés à des rôles de protection statique ou de surveillance des frontières[75]. Par conséquent, les purges des officiers et sous-officiers signifient l'affaiblissement de la force réellement combattante de l'armée.

Une analyse des purges par secteur montre d'ailleurs que certaines composantes clés de l'armée ont été considérablement amputées : il s'agit des officiers d'état-major, des généraux de division et de corps d'armée ainsi que de la force aérienne.

1) L'hémorragie des cadres du commandement et de la planification

Selon le ministre de la Justice Bekir Bozdag, 169 généraux des trois armes avaient été révoqués au 13 juillet 2017, sur un total de 325 avant le coup d'État, soit une baisse de 52 % des effectifs[76]. Les généraux de brigade, « une étoile », ont pu être remplacés facilement – sur le plan numérique – grâce au stock important de colonels présents dans l'armée turque[77]. En revanche, le gros des révocations a concerné les généraux « deux étoiles » et « trois étoiles », qui dirigent notamment les centres de commandement et de contrôle des divisions et corps d'armée (au nombre de neuf), entraînant la perte d'une

71. Correspondance avec un ancien militaire des Forces armées turques, été 2017.

72. Le chiffre varie en fonction des sources : fin août 2017, le site *Turkey Purge* avançait le chiffre de 10 800 militaires révoqués, tandis que le ministre de l'Intérieur Suleyman Soylu parlait de 7 463 soldats arrêtés en avril 2017. Enfin, une source militaire avec qui nous nous sommes entretenus retenait plutôt le chiffre de 6 600. Quoi qu'il en soit, un nombre au moins égal de cadets (7 000) a également été révoqué. Voir « 47,155 people arrested in Gülen probe since coup attempt: Interior Minister », *Hurriyet Daily News*, 3 avril 2017.

73. Correspondance avec un ancien militaire des Forces armées turques, été 2017.

74. *Idem*.

75. Entretien Skype avec un ancien officier des Forces armées turques, été 2017.

76. « 50,510 people arrested in Gülen probe since coup attempt », *Hurriyet Daily News*, 13 juillet 2017.

77. Metin Gurcan, « After massive purge, what's next for Turkish Armed Forces ? », Al Monitor, 1er août 2016.

expérience précieuse dans la planification et le commandement au niveau stratégique[78]. Or, comme l'état-major turc a maintenu jusqu'à présent la structure organisationnelle d'avant le putsch, sans dissoudre les grandes unités de niveau division ou corps d'armée dont les commandants ont été mis à pied, il existe un besoin pressant de leur trouver des remplaçants. Par ailleurs, les officiers d'état-major d'un rang inférieur ou égal à celui de colonel ont vu leur nombre diminuer de 60 % au moins en raison des purges, la majorité des révoqués servant dans les centres de commandement de l'armée de Terre[79]. Chargés de missions comme la planification stratégique, l'analyse des menaces, la définition des doctrines d'emploi des forces et la réflexion sur les mutations de l'armée, ces officiers d'état-major constituaient également une partie des capacités « intellectuelles » de l'institution. Du groupe des officiers d'état-major disposant de masters et doctorats d'institutions militaires et civiles européennes ou américaines, 60 % auraient été révoqués ou écartés des centres de commandements, rétrécissant là aussi le champ des réflexions possibles[80]. Ainsi, les purges menacent d'éloigner un peu plus le système militaire turc de la substance académique dont certaines composantes de l'armée s'étaient déjà volontairement privées : le commandement des forces spéciales turques, par exemple, prévoit la révocation des membres qui postuleraient à des cursus universitaires de master ou de doctorat[81].

2) L'état problématique des forces aériennes

Du champ des possibles, l'armée turque peut également retrancher la puissance aérienne. En effet, il s'agit de l'arme la plus touchée par les purges. Forte de 60 000 hommes avant le putsch, l'armée de l'air se trouve amputée en juillet 2017 de 936 officiers et 627 sous-officiers, soit une diminution de 2,6 % de ses effectifs[82]. En comparaison, l'armée de Terre a subi une diminution de 0,8 % de ses effectifs, contre 2,1 % pour la marine si les garde-côtes sont exclus du calcul. Surtout, près de 400 pilotes ont été mis à pied sur un total de 600, faisant tomber le ratio pilotes / avion entre 0,5 et 0,6[83]. Parallèlement, un nombre chiffré à plusieurs centaines de personnel de l'armée de l'air – pilotes, mécaniciens, membres des services logistiques – aurait également quitté l'armée pour le secteur privé depuis le coup d'État, pour des raisons non précisées mais probablement liées à la crainte du limogeage[84]. Or, les forces aériennes, et particulièrement la flotte de F-16, sont activement sollicitées sur plusieurs théâtres : patrouilles à la frontière syrienne, frappes contre le PKK en Turquie et en Irak, appui aérien rapproché à l'opération Bouclier de l'Euphrate en Syrie. L'état de la force aérienne a déjà pu être source de questionnement lors des dernières phases de l'opération, l'artillerie lourde ayant fourni l'appui en question alors que le soutien aérien des États-Unis avait été sollicité en vain[85].

78. Entretien Skype avec un ancien officier des Forces armées turques, op. cit.
79. I*dem et Vocal Europe*, « Turkish Army Senior Officer on Turkey's Security, Its Relation With NATO and the Reshape of Turkish Armed Forces », 14 août 2017, la première réponse de l'entretien aborde explicitement le problème.
80. Entretien Skype avec un ancien officier..., *ibid*.
81. Metin Gurcan et A.D. Vasilyev, « From *Akinjis* to Maroon Berets: An Assessment of Turkish Special Forces Command and Other Elite Units in Turkey », document de travail non daté mais postérieur à février 2017, p. 17.
82. Military Balance 2016 ; correspondance avec un ancien militaire..., op. cit.
83. Entretien Skype..., *ibid*.
84. « Turkish Air Force recruiting pilots who previously failed competency tests », *Turkish Minute*, 7 janvier 2017.
85. Mike Benitez et Aaron Stein, « The Post-Coup Purge of Turkey's Air Force », *War on the Rocks*, 19 septembre 2016.

En sachant qu'une nouvelle intervention militaire serait dirigée contre les forces kurdes des Unités de Protection du Peuple (YPG), alliés des États-Unis contre l'EI en Syrie, la Turquie ne pourrait pas davantage compter sur le soutien aérien de ces derniers et devrait utiliser sa propre flotte pour détruire centres de commandement, postes avancés ou dépôts de munitions des combattants kurdes. Si la capacité de frappe est paralysée, le ravitaillement en vol est aussi affecté et rend incertaine l'idée de compenser le manque de pilotes par le ravitaillement intensif des appareils en opération afin de multiplier leur autonomie : au moins trente pilotes du 10e escadron de ravitailleurs d'Incirlik chargé du ravitaillement des avions de combat ont été limogés[86]. Le déficit très lourd de pilotes menace non seulement le tempo des frappes dans le cadre des missions actuelles de la Turquie, mais également la pérennité de l'instruction. En effet, parmi le personnel de l'armée de l'air limogé, la part de pilotes instructeurs semble avoir été conséquente puisque l'armée prévoyait de faire appel à des instructeurs pakistanais pour former ses pilotes à l'utilisation des F-16. Or, les États-Unis, qui disposent d'un droit de veto sur l'utilisation des F-16 turcs, ont refusé cette collaboration[87]. De surcroît, la composante aérienne de l'armée de Terre aurait perdu près de 40 pilotes d'hélicoptères[88], alors même que la Turquie investit considérablement dans une flotte d'hélicoptères à même d'assurer mobilité et appui rapproché : la co-production de l'hélicoptère d'attaque T-129 avec Agusta Westland et l'acquisition de onze hélicoptères de transport CH-47 F figurent parmi les programmes d'équipement actuels.

Or, l'utilisation d'aéronefs paraît déterminante à la fois dans les opérations en cours contre le PKK en Turquie et éventuellement à venir en Syrie. En effet, le transport héliporté des troupes permettrait de limiter l'exposition aux engins explosifs improvisés, responsables de 60 % des pertes turques causées par le PKK depuis deux ans et demi et de 20 % des 67 soldats tués lors de la seule prise d'Al-Bab[89]. De plus, si les forces turques devaient se déployer plus avant en territoire syrien pour mener des manœuvres d'encerclement ou de rupture des lignes de communication kurdes, l'évacuation médicale ne pourrait s'effectuer que par voie terrestre et la demande en hélicoptères pourrait s'en trouver accrue. Sur le plan de la lutte contre le PKK, le manque de pilotes paraît d'autant plus handicapant que la Turquie a justement misé depuis la fin des années 1990 sur les hélicoptères d'attaque pour prendre l'offensive contre le PKK. La diminution de pilotes expérimentés, rompus aux opérations en terrain accidenté et aux méthodes de déploiement du PKK, rend beaucoup plus incertain l'emploi des hélicoptères d'attaque alors que dans le même temps, les combattants kurdes ont augmenté leur stock de MANPADS[90].

86. Jon Lake, « Turkey in pilot Crisis after failed coup attempt », *Arabian Aerospace*, 21 mars 2017.
87. « US says no to Turkish request to use Pakistani pilots for F-16 training: report », *Pakistan Today*, 29 août 2017.
88. Entretien Skype..., *ibid*.
89. Berkay Mandiraci, « Turkey's PKK Conflict Kills Almost 3,000 in Two Years », *International Crisis Group*, Commentaire, 20 juillet 2017 et Metin Gurcan, « Can Turkey Afford New Battlefront in Iraq? » *Al Monitor*, 4 avril 2017.
90. Metin Gurcan, « Ankara concerned by PKK Modernized Arsenal », *Al Monitor*, 27 janvier 2017.

3) L'affaiblissement d'un secteur très sollicité : les forces spéciales

Enfin, l'armée turque a subi la purge de ses forces d'élites, que ce soit celles relevant des trois armes classiques ou du commandement des forces spéciales. Leur rôle dans le coup d'État a été d'ailleurs remarqué : des forces spéciales de l'armée de l'air ont pris en otage son commandant en chef, tandis que d'autres associées à des unités du commandement des forces spéciales ont tenté de capturer le président Erdogan, enfin un dernier groupe a pris d'assaut le commandement des forces spéciales à Ankara. Par suite du coup, 30 % des unités d'élite de la marine (un groupe d'assaut et un groupe de défense amphibies), 30 % de celles de l'armée de l'air, 20 % de celles du commandement des forces spéciales ont été révoqués[91]. Contrairement aux autres composantes touchées par les purges, le niveau tactique des forces spéciales est le plus touché : la part des commandants de section et de bataillon, comprenant respectivement douze et 76 hommes dans la structure du commandement des forces spéciales, est prépondérante. Celle des commandants de brigades des forces spéciales de l'armée de Terre également[92]. Or, l'opération Bouclier de l'Euphrate en Syrie, déclenchée d'ailleurs quelques semaines après le putsch, a démontré à l'état-major turc la nécessité de solliciter les forces spéciales au-delà de leurs attributions classiques. En effet, la difficulté pour les rebelles soutenus par la Turquie à conduire une offensive victorieuse face à l'État islamique a obligé les forces spéciales turques à glisser d'un rôle de conseil à un rôle de planification et de conduite des attaques exécutées par le gros de ces rebelles, soutenus par l'infanterie blindée et mécanisée turque. Ces forces spéciales, et particulièrement son niveau tactique, seront sollicitées de la même manière si ce n'est davantage dans le cas d'une future campagne contre les positions des YPG en Syrie, par exemple à Tell Rifaat, en plus de leurs activités de prédilection comme la reconnaissance, la préparation des tirs d'artillerie ou le sabotage.

Parallèlement à cela, les missions d'entraînement et de formation des groupes rebelles en charge du territoire glané par Bouclier de l'Euphrate devront également se poursuivre afin de parer à moyen terme à un éventuel repli massif du groupe Hayat Tahrir al-Sham (anciennement Al-Qaida) de la région d'Idlib, qui subirait une offensive massive des forces syriennes et russes. Enfin, le cas de l'opération Bouclier de l'Euphrate permet d'évoquer un autre poids majeur grevant le fonctionnement de l'armée : la communication politique du gouvernement. En effet, l'opération devait permettre d'offrir une victoire éclatante à la population turque et de maintenir son adhésion à moins d'un an du référendum constitutionnel. Par conséquent, l'armée et le gouvernement se sont plusieurs fois empressés d'annoncer des victoires trop tôt ou de façon contradictoire. Par exemple, l'état-major turc annonce que la ville d'Al-Bab, où les opérations trainent toujours à moins de trois mois du référendum, est « presque » prise le 17 février 2017[93]. Elle est immédiatement contredite par l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui affirme que l'EI contrôle toujours 90 % de la ville.

---

91. Metin Gurcan et A.D. Vasilyev, *op. cit.*, p. 15.
92. *Idem.*
93. Tulay Karadeniz et Angus Mc Dowall, « Turkey says almost taken Syria's Bab, war monitor cites heavy toll », *Reuters*, 17 février 2017.

Le 23 février, le ministre de la Défense turc, Fikri Isik, piétine en déclarant que les groupes de l'armée syrienne libre contrôlent « presque totalement » la ville et ont atteint le centre[94].

Finalement, l'armée turque annonce le contrôle total sur la ville le lendemain[95]. Dès le 1er mars, le président Erdogan s'exprime en déclarant Manbij et Raqqa comme les nouveaux objectifs de l'opération. Cependant, un mois plus tard, le Premier ministre Binali Yildirim annonce quant à lui la fin du Bouclier de l'Euphrate, qui aurait atteint ses objectifs, alors que ni Manbij ni Raqqa n'ont été assiégées en raison de la présence de l'armée syrienne et des forces spéciales américaines aux alentours[96]. Par conséquent, la crédibilité de l'armée turque est également entamée par le mode de gouvernance populiste du gouvernement, qui cherche à présenter à ses électeurs des victoires à tout prix. Par exemple, l'incapacité à prendre Manbij n'est pas du ressort de l'armée turque car elle résulte de décisions indépendantes de sa volonté : l'accord entre les Kurdes du YPG et l'armée syrienne pour céder à cette dernière une partie des alentours de la ville, le déplacement des forces spéciales américaines au nord de la ville pour dissuader toute attaque[97]. Mais une fois que l'objectif de prendre Manbij a été affiché, l'échec final passe pour celui de l'armée.

Pour tenter de limiter les carences observées dans ces secteurs, le gouvernement turc a exploré plusieurs pistes qui permettraient de rééquilibrer les effectifs, mais sans pour autant garantir le même niveau de professionnalisme de la troupe.

L'implication militaire turque en Irak

La Turquie maintient des forces conventionnelles et spéciales en Irak sur les territoires du Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) depuis plus de vingt ans, assignées à des missions de lutte contre les infiltrations du PKK en Irak et de liaison avec les différentes autorités du KRG. Cependant, en décembre 2015, le gouvernement décide d'envoyer un contingent initial de 150 hommes à Bashiqa, près de Mossoul, malgré les vives protestations du gouvernement irakien, dans l'optique de remplir trois missions. Au niveau tactique, opérer contre l'État islamique et le PKK afin d'empêcher leur extension dans la zone. Au niveau stratégique, entraîner des forces irakiennes kurdes mais surtout irakiennes sunnites dans l'espoir de les faire participer à l'offensive sur Mossoul, et dissuader les Unités de mobilisation populaire chiites irakiennes, pour partie proches de l'Iran, d'accroitre leur participation aux combats contre l'EI dans la zone, notamment celle peuplée de Turkmènes autour de Tal Afaar[98]. Au niveau politique, toujours dans l'optique de contrer l'extension de l'influence iranienne, la présence d'un contingent en Irak constitue une monnaie d'échange potentielle avec le gouvernement irakien : si celui-ci accepte de donner l'ordre aux Unités de mobilisation populaire, désormais rattachées officiellement à la chaîne de commandement de l'armée régulière, de rester à l'écart des combats dans la zone de Tal Afaar, son homologue turc pourrait accepter de disperser les forces de Bashiqa ailleurs, par exemple au sein du KRG. Les effectifs initiaux étant insuffisants pour remplir ces objectifs,

94. « Syria conflict: Turkey says capture of ISIS Stronghold of Al-Bab nearly complete », *BBC*, 23 février 2017.
95. « Turkish Military: Al Bab fully taken from ISIL », *Hurriyet Daily News*, 24 février 2017.
96. « Manbij is Turkey's next Target in Syria: Erdogan », *Daily Sabah*, 2 mars 2017 et « Turkey 'ends' Euphrates Shield Campaign in Syria », *BBC*, 30 mars 2017.
97. « U.S.-allied militia agrees to hand villages to Syrian government », *Reuters*, 1er mars 2017, Candar Cengiz, « Operation Euphrates Shield: A Postmortem », *Al Monitor*, 5 avril 2017.
98. Seth J. Frantzman, « Iraq is preparing to take Tal Afar, here's why it matters », *Jerusalem Post*, 15 août 2017 et Adnan Abu Zeed, « What's holding up the liberation of Tal Afar? », *Al Monitor*, 5 mai 2017.

l'armée turque a procédé à de nouveaux déploiements malgré les protestations répétées du Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, rejetant la présence turque comme illégale. En octobre 2016, le contingent turc à Bashiqa était estimé entre 500 et 600 hommes, avec des pièces d'artillerie, deux compagnies de chars et des véhicules blindés, mais le Parlement turc a voté ce même mois un plafond de déploiement de 2 000 hommes dans le nord de l'Irak[99]. Parallèlement au contingent de Bashiqa et aux forces positionnés au côté du KRG, la Turquie mène périodiquement depuis 2007 des bombardements aériens sur les positions du PKK en Irak, dans les monts Qandil, et depuis 2014 sur les Unités de Résistances yazidies de Sinjar, qui ont repris le contrôle de la zone à l'EI grâce à l'appui des combattants du PKK, en 2014-2015.

B) La formulation d'une réponse problématique : le recours au vivier des civils

La réorganisation de l'armée turque rendue nécessaire par les purges de grande ampleur doit trouver un équilibre entre trois paramètres : maintenir le niveau opérationnel des forces dans leurs engagements actuels, garantir des effectifs suffisants dans chaque composante, et bloquer au mieux les voies d'infiltration des partisans de Gülen.

Le maintien du tempo opérationnel nécessaire à la lutte contre le PKK en Turquie, l'EI et les YPG en Syrie, dépend en grande partie de l'état des forces aériennes et des forces spéciales. Certes, la Turquie peut compter sur la cohésion de la 2e armée, en charge des opérations contre le PKK dans le sud-est et en Syrie et jusqu'ici épargnée par les purges. Concernant les forces aériennes, le gouvernement turc a procédé en deux temps. D'abord, il a proposé à 300 anciens pilotes militaires reconvertis dans le civil de réintégrer l'armée temporairement, en l'échange d'une rémunération confortable et de la garantie de retrouver leur poste dans leurs compagnies aériennes une fois leur service terminé[100]. Seulement, plusieurs articles affirment qu'une quarantaine seulement d'entre eux ont répondu favorablement à cet appel[101]. Par conséquent, le gouvernement est allé plus loin avec le décret-loi 694, entré en vigueur le 25 août, qui oblige ces anciens pilotes à rejoindre l'armée de l'air dans les 15 jours suivant le décret sous peine de voir leur licence de pilote civil révoquée[102]. Du côté du commandement des forces spéciales, le gouvernement a décidé de compenser les pertes en ouvrant 200 postes d'officier et 500 de sous-officier aux candidatures de civils[103]. Or, le décalage entre les compétences des lauréats du passé, sélectionnés parmi les meilleurs officiers et sous-officiers de toutes les armes et astreints ensuite à quatre ans de formation, et celles des civils qui seront choisis à l'avenir constitue la principale inconnue du niveau des forces spéciales turques post-coup.

99. Metin Gurcan, « How Ankara plans to repeat Syria success in Iraq », *Al Monitor*, 20 octobre 2016 et Birce Bora, « What is Turkey trying to Achieve in Iraq? », *Al Jazeera*, 13 octobre 2016.

100. Entretien Skype..., *ibid*.

101. Metin Gurcan, « Turkey adds to its critical deficit of military pilots », *Al Monitor*, 3 septembre 2017.

102. Metin Gurcan, « Erdogan hastens executive presidency with new decree », *Al Monitor*, 30 août 2017.

103. Metin Gurcan et A.D. Vasilyev, *ibid*., p. 15.

1) Les ajustements du système de recrutement et formation

La réorganisation de l'armée turque post-coup est marquée par un bouleversement du système de formation des militaires : le gouvernement a créé par décret une université de défense nationale, directement rattachée au ministère de la Défense, qui chapeautera l'ensemble des organismes responsables de l'éducation militaire et qui remplacera les académies militaires appelées à fermer d'ici juillet 2018[104]. S'il est certain que la nouvelle université s'inspirera du fonctionnement de l'enseignement supérieur civil, la maquette et le contenu des cursus sont toujours en chantier. Par conséquent, le système de formation des cadres de l'armée étant temporairement ineffectif, l'armée doit trouver un moyen rapide de remplacer les militaires limogés : l'accroissement du recrutement sous contrat parmi les civils en fait office. Mais le recours à la main d'œuvre du secteur civil, qui existe depuis 2007, pose trois défis à l'armée : qualité, stabilité, viabilité.

Pour compenser les révocations au plus vite, le gouvernement turc a ainsi multiplié les recrutements sous contrat de simples diplômés du secteur civil censés recevoir une formation « accélérée » de neuf mois au terme de laquelle ils reçoivent le grade de lieutenant et peuvent être envoyés en opération[105]. Difficile à estimer, le nombre de soldats sous contrat a en tout cas augmenté dans des pourcentages pouvant atteindre deux chiffres[106]. Mais quel niveau de compétence peuvent atteindre ces recrues qui bénéficient de neuf mois d'éducation aux fondamentaux, au surplus d'un maximum de six mois dans l'armée d'active dans le cadre de leur service obligatoire[107], alors que les candidats aux premiers grades d'officier devaient jusqu'à présent suivre un cursus de quatre ans au lycée militaire plus quatre ans d'académie militaire ?

L'autre faiblesse de ce mode de recrutement est le taux d'abandon élevé parmi les officiers qu'il produit : les sergents sous contrat démissionnent régulièrement au début de leur deuxième rotation, à savoir après cinq ou six années de service[108]. L'une des raisons en serait que la dangerosité des « lignes de front » que constituent le sud-est du pays, la frontière syrienne et le nord de l'Irak n'est pas suffisamment contrebalancée par la rémunération, malgré un salaire largement supérieur à celui des conscrits, et les conditions de vie proposées[109]. Ainsi, les soldats sous contrat restent cantonnés dans leur base 24h/24 et 7j/7, comme les conscrits. Ils ne peuvent utiliser les logements et infrastructures de l'armée[110]. Non seulement le taux d'abandon est élevé, mais l'armée turque ne parvient même pas à combler les postes ouverts : en mars 2016, avant le putsch, quelque 80 000 postes d'officiers sous contrat restaient à pourvoir[111].

104. « Turkish gov't introduces new decree law to overhaul army », *Hurriyet Daily News*, 31 juillet 2017.

105. Entretien Skype..., *ibid*.

106. Selon une étude réalisée pour le compte du Conseil de l'Europe en décembre 2016, le nombre de soldats sous contrat aurait augmenté de 20 % par rapport à la période pré-coup, bien que ce chiffre soit jugé excessif par la source militaire avec laquelle nous nous sommes entretenus.

107. Les diplômés de l'université peuvent choisir de servir douze mois comme officier de réserve ou six mois comme soldats de l'armée d'active. Voir CIA, « The World Fact Book: Turkey », mise à jour le 1er août 2017.

108. Entretien Skype avec un ancien officier..., *ibid.*

109. Metin Gurcan, « Turkish military struggles to find new recruits », *Al Monitor*, 10 mars 2016.

110. *Idem*.

111. *Idem.*

La stabilité de l'armée est ici en jeu à deux égards : d'une part, celui de la pérennité des unités combattantes, d'autre part, celui de la cohésion entre officiers provenant du civil et officiers issus des académies militaires. Les seconds pourraient éprouver du ressentiment à l'égard des premiers dont l'ascendance peut paraître injuste, voire dégradante.

Enfin, l'accroissement du recrutement d'officiers sous contrat pose la question du coût engendré. En effet, un soldat sous contrat envoyé dans les zones de combat contre le PKK perçoit l'équivalent de 1 200 dollars mensuels, contre 100 dollars en temps normal pour un conscrit[112]. L'accroissement de la part des militaires sous contrat, si elle se maintient, entraînera donc nécessairement une augmentation des dépenses de personnel dans les années à venir. Or, cette augmentation s'inscrit à rebours de la logique de transformation de l'armée turque, qui suppose une réduction des dépenses de personnel avoisinant les 70 % du total des dépenses en 2015[113]. Cette contradiction est même aggravée par le défi de la stabilité des soldats sous contrat, mentionné plus haut, qui exigerait de leur offrir une meilleure situation financière ou une palette plus large de services sociaux afin de les « fidéliser ».

2) L'infléchissement du système de promotion

Quoi qu'il en soit, le recours aux contrats concerne surtout les rangs de sous-officiers et les premiers échelons des officiers qui, nous l'avons vu, ne sont pas les plus touchés par les purges. Pour permettre de garder la même structure opérationnelle des forces armées, l'armée et le gouvernement ont décidé d'une mesure qui touche les échelons supérieurs de la hiérarchie : l'amendement du système de promotion. D'abord, le gouvernement s'est octroyé par décret ayant force de loi une présence accrue au sein du Conseil militaire suprême, l'instance qui décide notamment des promotions au rang de général : le président y siégera puisqu'il absorbera les fonctions du Premier ministre, de même que le ministère de la Défense, mais également le ou les vice-présidents ainsi que les ministres de l'Intérieur, de la Justice, et des Affaires étrangères[114]. Autrement dit, le gouvernement disposera de la majorité des voix au Conseil. Cette capacité du gouvernement à décider directement des promotions s'est doublée de la possibilité pour les colonels et généraux de se voir promus à l'échelon supérieur sans attendre l'achèvement de leur mandat à leur poste actuel[115]. Ce faisant, le gouvernement pourra aisément combler le manque de généraux de division et de corps d'armée en comptant sur la pléthore de colonels pour remplacer les généraux de brigade soudainement promus, eux, pour commander divisions et corps d'armée. En termes quantitatifs, donc, la relève semble être assurée. Mais les critères objectifs de promotion des généraux et colonels, fondés sur l'analyse de leurs états de service, risquent d'être minorés au profit d'une sélection basée sur leur attitude vis-à-vis du réseau de Gülen.

---

112. Le salaire mensuel d'un soldat professionnel avoisinerait 3 100 livres turques plus un bonus de 7 000 livres par année de service. Le salaire mensuel d'un soldat professionnel envoyé en zone de combat est porté à 4 500 livres. Voir « Military service to be reduced next month, Turkish deputy PM says », *Hurriyet Daily News*, 15 octobre 2013 ; Metin Gurcan, « Turkish military struggles to find new recruits », *Al Monitor*, 10 mars 2016.

113. Entretien Skype avec un ancien officier..., *ibid*.

114. « Turkey Dismisses 1400 troops as post-coup crackdown continues », *Middle East Eye*, 31 juillet 2016 ; GURCAN Metin, « How Turkey is reforming its military », *Al Monitor*, 8 août 2016.

115. Metin Gurcan, « Erdogan hastens executive presidency... », *op. cit*.

Ainsi, dix colonels condamnés en 2013 à la prison dans le cadre des procès Ergenekon et Balyoz, dont les partisans de Gülen auraient été à la manœuvre de concert avec Erdogan, ont été rétablis et promus généraux de brigade et contre-amiraux lors du premier Conseil militaire suprême post-coup d'août 2016[116]. En filigranes, c'est le jeu de pouvoirs entre différentes forces politiques qui se dessine à travers ces réhabilitations : l'alliance entre composantes religieuses et conservatrices que sont l'AKP et le mouvement de Gülen face aux élites militaires laïcisantes et kémalistes a laissé place à une entente de circonstances entre l'AKP et certains militaires kémalistes et surtout opposées à l'orientation atlantiste de la Turquie[117]. D'autres colonels réputés pour leurs sentiments anti-gülenistes ont également vu leur départ à la retraite différé afin d'éviter tout risque de sélectionner des remplaçants plus tolérants vis-à-vis de l'imam turc.

c) Le poids d'un environnement extérieur hostile

L'effet des purges sur l'efficacité de l'outil militaire se conjugue aux contraintes qu'exerce l'environnement extérieur sur ce même outil. L'armée turque fait face, dans ses principaux lieux de déploiement à l'étranger, à un environnement hostile qui peut exiger d'elle, dans le court terme, des efforts supplémentaires alors même qu'elle subit en interne une pression intense.

L'implication militaire turque en Syrie

La Turquie a soutenu financièrement, logistiquement, et approvisionné plusieurs groupes rebelles syriens depuis le début de la guerre civile en Syrie, de son propre chef ou en coordination avec la CIA et les pays du Golfe[118]. Parmi eux, le groupe salafiste Ahrar al-Sham, censé faire contrepoids à Al-Qaida, ainsi que plusieurs factions tantôt indépendantes, tantôt proclamées rattachées à « l'Armée syrienne libre », comme les brigades turkmènes du sultan Murad[119]. Bien que tenu secret, ce soutien avait pour objectif premier le renversement du régime de Bashar al-Assad. Néanmoins, avec la montée en puissance de l'État islamique, des Kurdes syriens et de Bashar al-Assad à la suite de l'intervention russe de fin 2015, il semble que le gouvernement turc ait choisi de se concentrer non plus sur la chute du Président syrien, mais sur l'affaiblissement des Kurdes syriens réputés proches du PKK. En effet, l'opération Bouclier de l'Euphrate, déclenchée le 24 août 2016 et terminée officiellement fin mars 2017, mobilisait plusieurs groupes rebelles syriens appuyées par de l'artillerie, des blindés et des forces spéciales turques avec l'objectif de prendre la dernière poche tenue par l'État islamique jouxtant la frontière turque, mais aboutissait de fait à couper le territoire des YPG kurdes en deux. Après la reprise du triangle Jarablus-Al-Rai-Al-Bab à l'EI, les objectifs militaires turcs étaient doubles : une percée vers Raqqa pour participer à la reprise de la ville et gagner

116. Il s'agit de deux affaires impliquant des militaires ou anciens militaires de haut rang accusés d'avoir fomenté des coups d'État contre le gouvernement de l'AKP, depuis 2003. Metin Gurcan, « After massive purge, what's next for Turkish Armed forces? », *Al Monitor*, 1er août 2016.

117. La thèse d'un basculement progressif du centre de gravité de l'armée turque vers une position anti-atlantiste et tournée vers le continent eurasiatique est évoquée comme l'une des conséquences de la restructuration des postes de commandement.

118. La mise au jour de transferts d'armes par les services secrets turcs aux rebelles syriens en 2014 a notamment valu à plusieurs journalistes des condamnations très lourdes pour trahison. Voir Ceylan Yengisu « Turkey sentences two journalists who reported on arms shipments to Syrian Rebels », *The New York Times*, 6 mai 2016.

119. Sur les composantes de la rébellion armée syrienne, certes à present un peu daté, voir Fabrice Balanche, « Status of the Syrian Rebellion: Numbers, Ideologies and Prospects », *Washington Institute for Near East Policy*, 22 novembre 2016.

non seulement une part d'influence dans la reconstruction post-conflit mais également un prestige international, une extension de l'opération en territoire kurde, soit à l'ouest vers Afrin, soit vers l'est à Manbij[120]. Or, l'armée syrienne coupe alors la route entre Al-Bab et Raqqa et pousse ainsi la Turquie – en plein processus de rapprochement diplomatique avec la Russie – à se rabattre uniquement sur Manbij[121]. Néanmoins, une manœuvre des Kurdes syriens aboutissant à la « remise » de la ville à l'armée syrienne appuyée par les forces russes bloque à nouveau la progression de l'armée turque. À l'ouest du territoire kurde syrien, des soldats russes sont déployés à Afrin pour surveiller l'application du cessez-le-feu décidé à Astana entre gouvernement et rebelles syriens, coinçant totalement l'armée turque dans un réduit au nord de la Syrie[122]. À la suite de l'annonce de la fin de l'opération Bouclier de l'Euphrate, l'aviation turque a continué de bombarder des positions mineures des YPG tandis que les groupes rebelles alliés attaquent régulièrement ces derniers au sol, mais aucune nouvelle offensive turque de même ampleur n'est survenue depuis lors.

1) L'échiquier irakien

D'abord, en Irak. L'armée turque possède un camp aux alentours de Bashiqa, où elle a envoyé, sans l'accord de Bagdad, un contingent initial de 150 hommes en décembre 2015 par la suite largement étoffé, dans l'objectif de lutter contre l'État islamique et le PKK ainsi que d'entraîner des groupes sunnites pour faire contrepoids aux milices chiites du Hashd al-Chaabi et se positionner comme alternative pour mener le siège de Mossoul[123].

Or, les milices chiites ainsi que le gouvernement de Bagdad ont toujours exigé le départ des forces turques, et menacé explicitement de les attaquer[124]. La Turquie insiste sur le fait qu'elle est présente à Bashiqa à la demande de son allié, le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) irakien, mais les forces qui y sont déployées se trouvent ainsi prises dans la confrontation diplomatique entre Bagdad et Erbil au sujet de la souveraineté de territoires contestés.

Alors que les tensions entre les deux capitales sont montées d'un cran avec l'annonce du référendum sur l'indépendance par le GRK le 25 septembre 2017, le gouvernement irakien pourrait montrer sa détermination dans les négociations à venir en laissant éventuellement les milices chiites provoquer, voire attaquer, les forces turques de Bashiqa. Quelle serait la réponse de la Turquie ? Si elle souhaite conserver de l'influence sur l'organisation de l'espace irakien libéré et peser sur les enjeux à venir, un déploiement supplémentaire de troupes est une option : début octobre 2016, le Parlement turc a ainsi voté une loi permettant de déployer jusque 2 000 hommes dans le nord de l'Irak d'ici un an[125].

120. Wilson Fache, « What is Turkish Army really doing in Iraq? », *Al Monitor*, 6 septembre 2016.

121. Fehim Tastekin, « Will Turkey attack Kurds in Manbij or move on to Raqqa? », *Al Monitor*, 1er mars 2017.

122. Cengiz Candar, « Operation Euphrates Shield: A post-mortem », *Al Monitor*, 5 avril 2017.

123. Wilson Fache, « What is Turkish army really doing in Iraq? », *Al Monitor*, 6 septembre 2016 et Metin Gurcan, « How Ankara plans to repeat Syria success in Iraq », *Al Monitor*, 20 octobre 2016. Certaines tribus sunnites de la province de Nineveh, où se trouve Bashiqa, auraient demandé le rattachement de la province au Gouvernement régional du Kurdistan irakien. Voir Ali Mamouri, « Arab Sunni areas of Iraq see demands to join Kurdistan region », *Al Monitor*, 27 juillet 2017.

124. « Shiite militia in Iraq threatens to fight Turkish forces during anticipated Mosul offensive », *Rudaw*, 5 octobre 2016.

125. Birce Bora, « What is Turkey trying to Achieve in Iraq? », *Al Jazeera*, 13 octobre 2016.

Toutefois, la reprise de Mossoul sans l'implication ni de la Turquie, ni des milices sunnites rend plus malaisé à justifier une présence en Irak et, en retour, fournit un prétexte supplémentaire aux milices chiites et gouvernement irakien pour éventuellement justifier l'usage de la force. L'intérêt de maintenir le contingent en place pourrait être de l'utiliser comme monnaie d'échange dans un éventuel accord avec le gouvernement irakien qui viendrait contrer l'influence iranienne en Irak : si le Premier ministre irakien parvient à empêcher les Unités de mobilisation populaires chiites, factions armées irakiennes dont certaines sont très proches de l'Iran, de participer trop activement aux combats contre l'EI dans la zone de Tal Afar ou de tenir ces territoires libérés, Ankara retirerait ses troupes de Bashiqa.

2) L'échiquier syrien

En Syrie, l'armée turque souffre du fait que l'espace aérien de la zone régulièrement désignée par Erdogan comme cible de la prochaine opération turque, le canton d'Afrin, est sous contrôle russo-syrien. De ce côté du Rojava, le nom donné à l'entité politique que les kurdes syriens se sont constituée dans le nord de la Syrie, il semble que les YPG aient en effet maintenu une collaboration nourrie avec les forces russes et syriennes. En plus de leur maîtrise aérienne, les forces russes ont également déployé au premier trimestre 2017 des hommes et des véhicules blindés dans plusieurs villes du canton d'Afrin, rendant dès lors une offensive turque diplomatiquement infaisable[126]. Sans aller jusqu'à la construction d'une base militaire et à l'entraînement des forces kurdes, que suggérait un porte-parole des YPG en mars 2017[127], la présence de soldats russes constitue un levier de pression diplomatique pour Moscou dans son rapport de force avec Ankara : le départ des soldats russes constitue une monnaie d'échange que le gouvernement de Vladimir Poutine pourrait agiter pour décider son homologue turc à abandonner les groupes rebelles qu'il soutient à Idlib ou à muscler sa présence militaire aux points de passage frontaliers.

Pour résumer, l'outil militaire est ici contraint par le jeu diplomatique entre la Russie et la Turquie. Au vu de l'état de la force aérienne turque, il paraît peu probable que celle-ci entreprenne une action d'envergure dans une zone où elle n'a pas la maîtrise, et risquerait de toucher des forces russes. Des bombardements ponctuels peuvent être organisés avec l'assentiment du commandement russe, mais sans avoir pour cibles des points névralgiques du dispositif de défense kurde.

L'autre facteur extérieur influençant l'efficacité de l'armée turque en Syrie est la décision de l'administration Trump de mettre fin au programme de soutien de certains groupes rebelles syriens par la CIA, en juillet 2017, qui avait notamment contribué à la capture de la province d'Idlib en 2015 par la rébellion. Ce programme, qui incluait le financement des salaires, l'achat et la fourniture d'équipements, ainsi que l'entraînement de groupes rebelles syriens, se faisait en collaboration avec les services secrets saoudiens et turcs,

126. Abdullah Ayasun, « Russia building base in Kurdish-controlled Afrin area in Syria », *The Globe Post*, 20 mars 2017.
127. Roland Oliphant, « Russia 'to train US-allied Kurds in Syria' », *The Telegraph*, 21 mars 2017.

qui mettaient notamment à disposition deux centres conjoints de planification des opérations à Gaziantep et Antakya[128].

Or, la suppression de financements et de fournitures d'armes et de munitions américains fragilise la qualité et la cohésion des groupes rebelles que la Turquie aurait justement pu mobiliser dans le cadre d'une nouvelle offensive contre les kurdes syriens, d'une part, mais également et de façon peut-être plus pressante pour s'opposer à l'hégémonie d'Hayat Tahrir al-Sham dans la province d'Idlib.

Une éventuelle collaboration avec l'Arabie saoudite, qui assurait également un financement généreux des groupes rebelles dans le cadre du programme, semble s'éloigner ou du moins se parer d'incertitudes étant donné les positions opposées d'Ankara et de Riyad sur la question du Qatar[129]. Par conséquent, la Turquie pourrait avoir à reprendre à son compte le financement des groupes rebelles syriens concernés ou à réévaluer la fiabilité de ses partenaires en envisageant un déploiement supplémentaire de ses propres troupes. Étant donné le rôle déjà accru des forces spéciales ainsi que de l'infanterie turque lors de la bataille d'Al-Bab, ainsi que le quasi-écrasement des rebelles syriens soutenus par la Turquie dans la province d'Idlib, il est probable que l'état-major turc doive planifier un effort quantitatif et logistique supplémentaire au cas où la Russie accepterait de quitter Afrin.

3) Les ombres de la coopération technologique de défense

Enfin, l'environnement extérieur agit négativement sur la modernisation des équipements de l'armée turque. En effet, le sous-secrétariat aux Industries de défense, chargé de l'équipement des forces armées et des industries, a dévoilé en mars 2017 un plan des acquisitions d'armements pour la période 2017-2021 qui prévoit de solliciter davantage les entreprises étrangères afin d'obtenir des transferts de technologie nécessaires à la réalisation de plusieurs grands programmes. Parmi ceux-ci, le développement du premier avion de chasse de conception turque TF-X, la poursuite du développement des drones ou des hélicoptères légers.

Or, les purges massives dans l'ensemble des secteurs de la société turque, les multiples arrestations de militants des droits de l'homme ainsi que le climat du référendum constitutionnel ont restreint les possibilités de coopération de défense avec l'étranger. Ainsi, l'entreprise turque Tümosan a vu sa participation au développement du char Altay annulée après avoir échoué à obtenir un transfert de technologie d'une entreprise autrichienne pour construire le moteur de l'engin[130].

---

128. Fehim Tastekin, « Turkey needs new Syria plan as CIA ends rebel support », *Al Monitor*, 26 juillet 2017.

129. Nous nous permettons de renvoyer à un Éclairage du GRIP sur la question : Léo Géhin, « Rapports de forces au Conseil de coopération du Golfe : les enjeux d'une sortie de crise », *Éclairage du GRIP*, 28 juin 2017.

130. Le Parlement autrichien avait voté quelques mois auparavant une résolution non contraignante appelant à un embargo sur les armes contre la Turquie. Kerry Herschelman, « Turkey cancels contract with Tümosan for Altay MBT engines », *IHS Jane's*, 2 mars 2017.

L'armurier allemand Heckler & Koch avait lui, au même moment, déclaré unilatéralement qu'il cesserait de prospecter en Turquie en raison de la difficulté d'obtenir l'accord du gouvernement allemand à de telles exportations[131].

De son côté, le Congrès américain a interpelé le Département d'État sur le projet de vente de 1 600 pistolets Sig Sauer destinés au service des gardes du corps du président Erdogan, après que plusieurs de ces derniers ont attaqué des manifestants opposés au président alors en visite aux États-Unis[132].

Si ces quelques exemples ne concernent pas les priorités du plan 2017-2021, leur multiplication en l'espace de quelques mois indique toutefois que la marge de manœuvre de l'industrie de défense turque se réduit plutôt qu'elle ne s'étend dans le champ des coopérations internationales.

131. « Heckler & Koch to stop doing deals with non-NATO countries: DPA », *Reuters*, 28 novembre 2016.

132. Nicholas Fandos, « Gun Deal In Jeopardy for Turkish Guards who Beat Protesters », *The New York Times*, 1er juin 2017.

CONCLUSION

Le coup d'État du 15 juillet 2016 a entraîné, ou plutôt catalysé, une transformation des éléments constitutifs de l'État turc. Le système de gouvernance, le rapport de force entre les acteurs du champ politique et l'outil militaire ont été ébranlés et sont en passe d'être refondus. Des trois éléments, le second est celui sur lequel le putsch a été un catalyseur plutôt qu'un déclencheur de la dynamique principale, à savoir la déstructuration de l'opposition politique et le rehaussement du parti au pouvoir. La réforme du système politique, dont l'horizon est l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution en novembre 2019 mais dont la substance s'est matérialisée dès l'ouverture de la période des décrets-lois, sert en fait à entériner le rapport de force politique actuel dans le mode de gouvernance.

Quant à l'armée, le putsch a à la fois catalysé une dynamique déjà à l'œuvre, à savoir sa subordination au pouvoir politique, et provoqué une tendance nouvelle : celle du déphasage entre ses capacités et les exigences de politique étrangère. Plus d'un an après le putsch manqué, l'armée turque présente trois caractéristiques résultant des actions gouvernementales à son égard : elle est préservée numériquement, fragilisée qualitativement et affaiblie politiquement. La politique de recrutement des civils sous contrats ainsi que les promotions prématurées d'officiers supérieurs ont permis de maintenir jusqu'à présent la même structure des forces que celle qui prévalait avant le coup. Toutefois, ces mêmes méthodes qui permettent de sauver l'aspect quantitatif de l'armée en fragilisent la qualité : la formation accélérée d'officiers issus du civil et l'importance de l'affiliation partisane dans le choix des promotions aggravent les déficits sectoriels bien réels de l'institution dans le domaine de la planification stratégique, des postes de commandement et des capacités aériennes.

Plus significatif encore, l'armée est affaiblie politiquement : placée progressivement sous le contrôle opérationnel de la présidence et du gouvernement, elle s'est vu retirer ses attributions en termes de sécurité intérieure et de sécurité maritime par le détachement de la gendarmerie et des garde-côtes. Ainsi présentée, l'armée turque est-elle en mesure de remplir les missions extérieures prépondérantes assignées par le pouvoir politique ? En Irak, ni le contingent de Bashiqa, ni les milices sunnites qu'il a entraînées n'ont participé à la prise de Mossoul, rendant caduc l'objectif turc de disposer d'une position favorable dans la distribution du pouvoir post-conflit. Reste l'utilisation de la base de Bashiqa comme instrument de dissuasion et de négociation dans le cadre de la libération de Tal Afar : jusqu'à l'été 2017, la stratégie semblait payer puisque les milices du Hashd al-Chaabi affirmaient qu'elles ne participeraient pas aux combats, mais au tournant des mois de juillet et d'août, plusieurs articles évoquaient l'accord donné par le Premier ministre irakien Haider al-Abadi à leur participation.

Pour résumer, la Turquie semble enfermée dans son environnement régional. En Syrie, elle est bloquée dans le nord où son infériorité militaire l'oblige à dépendre des autres pour mener des opérations. En Irak, elle compte sur l'appui du KRG mais le maintien du référendum kurde du 25 septembre a poussé Erdogan à tenir un discours menaçant et quasi-humiliant à son égard. Parallèlement, Ankara maintient une relation troublée avec le gouvernement irakien, soutenu par l'Iran et les États-Unis. Certes, une posture de confrontation sur la scène internationale est compréhensible de la part de la Turquie, voire nécessaire au gouvernement actuel. Mais devant une telle stratégie, quel rôle le président Erdogan entend-il faire jouer à l'armée ? Va-t-elle devenir un instrument au service de sa posture plutôt que de ses objectifs de politique étrangère ? L'achat d'un système de défense anti-missile S-400 russe et sa mise en scène pose la question de sa finalité : combler réellement une lacune capacitaire de l'armée ou proclamer sa défiance vis-à-vis du partenaire américain en vue de séduire les opinions nationalistes de son électorat. La question est de savoir si les lacunes capacitaires de l'armée vont être comblées ou bien simplement « gérées » a minima afin de garantir au gouvernement de petites victoires à grand retentissement interne sans pour autant atteindre à terme les grands objectifs de politique étrangère plus réfléchis. La transformation des éléments constitutifs de l'État turc appelle donc en retour à une remise en question de tous les objectifs politiques que s'assigne le gouvernement au pouvoir, dans la mesure où ces éléments jouent tous un rôle dans la conduite de la politique, dans la mesure où ils en constituent les moyens.

***

LES RAPPORTS DU GRIP

2014/6 **Le traçage des armes sur les lieux de conflits : leçons et perspectives,** Claudio Gramizzi, 22 p., 6 €

2014/7 **Au vent mauvais : Comment la vente des Mistral à la Russie sape les efforts de l'Union européenne,** Roy Isbister et Yannick Quéau, 20 p., 6 €

2015/1 **Quelle place occupe la Turquie sur les marchés de défense ?,** Yannick Quéau, 28 p., 7 €

2015/2 **Armes artisanales en RDC : enquête au Bandundu et au Maniema**, Georges Berghezan, 44 p., 7 €

2015/3 **Groupes armés au Katanga : épicentre de multiples conflits,** Georges Berghezan, 38 p., 7 €

2015/4 **Traité de non-prolifération nucléaire : l'échec de 2015 mènera-t-il au succès de la première commission ?**, Jean-Marie Collin, 32 p., 6 €

2016/1 **Conseil de coopération du Golfe, une politique de puissance en trompe-l'œil**, Léo Géhin, 32 p., 6 €

2016/2 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2015**, Luc Mampaey et Christophe Stiernon, 56 p., 8 €

2016/3 **Armes nucléaires américaines en europe : les raisons du statu quo**, Maïka Skjønsberg, 48 p., 8 €

2016/4 **Contrôle de l'utilisation finale des armes: pratiques et perspectives**, An Vranckx, 36 p., 6 €

2016/4 **Containing diversion: arms end-use and post-delivery controls**, An Vranckx, 40 p., 6 €

2016/5 **Le Japon, nouvel exportateur d'armements : histoire, régulations et perspectives stratégiques** Bruno Hellendorff, 48 p., 8 €

2016/6 **Résumé du SIPRI Yearbook 2016 - Armements, désarmement et sécurité internationale** Traduction GRIP, 32 p., gratuit

2016/7 **Rapport de forces au Haut-Karabakh Frictions, dissuasion et risque de déflagration,** Léo Géhin, 36 p., 6 €

2016/8 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2016**, Luc Mampaey et Christophe Stiernon, 51 p. , 8 €

2016/9 **Crise nord-coréenne : diplomatie, menace nucléaire et défense antimissile,** Bruno Hellendorff et Thierry Kellner, 44 p. , 8 €

2016/10 **RDC : les enjeux du redécoupage territorial**. **Décentralisation, équilibres des pouvoirs, calculs électoraux et risques sécuritaires,** Michel Luntumbue, 28 p., 6€

2017/1 **Défense européenne : l'enjeu de la coopération structurée permanente,** Frédéric Mauro, 52 p, 8€

2017/1 **PESCO : European defence's last frontier**, Frédéric Mauro, 52 p., 8€

2017/2 **RDC : enjeux et portraits autour d'un enlisement électoral**, collectif, 64 p., 8€

2017/3 **Bosnie-Herzégovine, 25 ans plus tard, de la guerre à une difficile réconciliation**, Georges Berghezan, 60 p., 8€

2017/4 **Traité sur le commerce des armes**, **Le point sur les discussions et la mise en oeuvre par les États**, Léo Gehin et Cédric Poitevin, 28 p., 6€

2017/5 **Fonds européen de la défense - l'UE au secours de l'industrie**, Federico Santopinto, 32 p., 6€

2017/6 **Le remplacement des F-16 belges - Processus et enjeux**, Denis Jacqmin, 48 p., 8€

2017/7 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2017**, SIPRI/GRIP, 52 p., 8€

2017/8 **Résumé du SIPRI Yearbook 2017 - Armements, désarmement et sécurité internationale**, Traduction GRIP, 28 p., gratuit.

Abonnez-vous en quelques clics aux « Rapports du GRIP » : www.grip.org
10 numéros par an pour 70 € (frais de port inclus)

LA TURQUIE APRÈS LE PUTSCH MANQUÉ
Reconfiguration accélérée de l'exercice du pouvoir

La tentative de coup d'État qui s'est déroulée dans la nuit du 15 juillet 2016 en Turquie présente un caractère paradoxal. Bien qu'avortée, elle a mis fin à l'âge d'or du parti AKP qui, depuis 2002, exerçait le pouvoir sans discontinuer en s'appuyant sur une majorité solide, une popularité croissante, une politique économique efficace, et un rapport de force avec les autres acteurs de la vie politique qu'il tournait de plus en plus à son avantage. Toutefois, elle constitue également ce « cadeau de Dieu » qu'évoquait le président Erdogan, une opportunité historique qui doit permettre à l'AKP d'accélérer la transformation en profondeur des institutions, afin de faire émerger un système politique qui consacre son hégémonie à travers un déséquilibre des pouvoirs.

En effet, le passage d'un système parlementaire à un système présidentiel fort constitue la pierre angulaire du projet de transformation de l'État, que l'on voit se dessiner clairement bien avant la réforme constitutionnelle d'avril 2017 avec l'instauration de l'élection du Président au suffrage universel direct. Ce changement de système politique s'établit cependant dans un cadre particulier qui lui donne une signification tout autre : celui de l'état d'urgence, proclamé au lendemain du coup d'État manqué, dont les dispositions exceptionnelles permettent de neutraliser, démanteler et dissuader les forces d'opposition au gouvernement. L'exercice des pouvoirs conférés par l'état d'urgence s'effectue enveloppée d'une rhétorique populiste et nationaliste, qui promet de grandir la nation en la purgeant de ses traîtres tout en la présentant comme constamment menacée par les intrigues de l'étranger.

En particulier, les relations avec l'armée turque s'en trouvent profondément modifiées, celle-ci s'en trouve considérablement affaiblie. En plus d'être une force d'opposition historique au gouvernement de l'AKP, auquel elle s'est confrontée plusieurs fois depuis 2002, l'armée se retrouve impliquée dans le coup d'État manqué, bien que l'état-major s'y soit opposé. En réaction, le gouvernement entreprend une vague de purges au sein des cadres militaires qui paralyse plusieurs secteurs clés de l'institution, tout en établissant un contrôle strict du pouvoir civil sur la hiérarchie militaire. Or, c'est au moment où le gouvernement manie un discours des plus agressifs, assure qu'il recourra à la force pour briser les « terroristes » partout dans son environnement régional, que l'armée semble le moins préparée à en assumer les conséquences.



Léo Géhin est chargé de recherche au GRIP pour le projet « Armes légères et transferts d'armes ». Diplômé en sciences politiques de l'Université Jean-Moulin Lyon III et titulaire d'un master 2 de relations internationales de l'IEP de Strasbourg, il travaille notamment sur les questions liées au contrôle des transferts d'armements de l'Union européenne et des instruments de contrôle des armes légères et de petit calibre.

GRIP

ISBN : 978-2-87291-109-7

9 782872 911097